

3° le caractère durable et la fonction exemplaire du projet :

- a) les résultats de la recherche permettent de mettre en œuvre des projets de suivi, comme une recherche de synthèse plus élaborée ou d'autres actions de communication ;
- b) le projet répond aux codes d'intégrité scientifique auxquels a souscrit la « Vlaamse Commissie Wetenschappelijke Integriteit » (Commission flamande pour l'intégrité scientifique), à savoir le Code européen de l'intégrité scientifique ;

4° la structure du projet :

- a) l'équipe de projet est clairement organisée ;
- b) la répartition des tâches est efficace et efficiente ;

5° la faisabilité financière et organisationnelle du projet :

- a) les résultats fixés sont proportionnels aux efforts consentis ;
- b) le projet fait l'objet d'une estimation réaliste en termes de mobilisation de personnel et de moyens et est réalisable dans le délai imparti.

Le code d'éthique de la recherche scientifique en Belgique et le Code européen d'intégrité scientifique, visés à l'alinéa premier, 3°, b), sont disponibles sur le site web de l'Agence du patrimoine immobilier.

§ 2. Les critères visés à l'article 10.3.8, troisième alinéa, de l'arrêté relatif au patrimoine immobilier du 16 mai 2014, sont précisés comme suit :

- 1° la pertinence scientifique du projet : le caractère normatif, innovant ou complémentaire du projet ressort de la motivation de la demande ou des questions liées à la recherche, formulées selon le modèle de Clarke de 1968 ;
- 2° la diversité des sources ou sites : la diversité et la qualité des sources archéologiques, écrites, cartographiques et géographiques utilisées le cas échéant ;
- 3° l'encadrement scientifique du projet : les qualités scientifiques, les connaissances et l'expérience de l'équipe de projet ainsi que l'accompagnement scientifique, les éléments pertinents de leur curriculum vitae et les références de leur contribution au projet.

Le modèle de Clarke, visé à l'alinéa premier, 1°, est disponible sur le site web de l'Agence du patrimoine immobilier.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 juin 2018.

Bruxelles, le 7 juin 2018.

Le Ministre flamand de la Politique étrangère et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203395]

31 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge sont assurés par une autorité publique étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283 modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

Vu Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 23 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.715/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et l'avis complémentaire 63.282/4 du 2 mai 2018;

Considérant l'accord-cadre du 21 décembre 2011, entre le Gouvernements de la République française et le Gouvernement de la Région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 25 mai 2017;

Considérant la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009;

Considérant la Convention internationale aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale, de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, il est inséré un Titre XII/2, comportant les articles 1369/7 à 1369/89, rédigé comme suit :

« Titre XII/2. Services pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 1369/7. Pour l'application du présent Titre l'on entend par :

- 1° le Code décretaal : le Livre IV du Code décretaal Wallon de l'Action sociale et de la Santé.
- 2° le Ministre : le Ministre ayant la Politique des personnes en situation de handicap dans ses attributions;
- 3° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles créée par le décret du 3 décembre 2015, aussi dénommée l'Agence pour une vie de qualité;
- 4° la personne : toute personne reconnue en situation de handicap par l'autorité de placement;
- 5° le jeune : la personne âgée de moins de 18 ans ou la personne âgée de 18 à 21 ans pour laquelle la décision d'intervention de l'Agence ou de toute autre autorité publique de placement étrangère précise qu'elle peut continuer à bénéficier du soutien d'un service pour jeunes;
- 6° l'adulte : la personne âgée de 18 ans au moins;
- 7° le régime de prise en charge : la prise en charge en journée aussi appelé accueil de jour, en nuit aussi appelé accueil de nuit, en jour et nuit aussi appelé accueil de type résidentiel ou en formules de soutien des personnes au sein de leurs logements aussi appelé aide en milieu de vie;
- 8° le gestionnaire : la personne morale qui prend en charge des personnes en situation de handicap;
- 9° le service : le service agréé sur base du présent Titre;
- 10° la capacité d'accueil : le nombre maximum de personnes en situation de handicap qu'il est permis d'accueillir en même temps par infrastructure tel que déterminé par l'attestation du service régional d'incendie;
- 11° l'extrait de casier judiciaire : l'extrait de casier judiciaire de modèle 1 établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire;
- 12° l'entité administrative : l'entité constituée de plusieurs services agréés et autorisés par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune, qui possède pour cet ensemble de service, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel, à savoir le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à ces services et d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés.

Concernant le 12°, à l'exception des entités administratives reconnues comme telles par l'Agence avant la date d'application du présent Titre, les services concernés par le regroupement sont situés à une distance de maximum trente kilomètres et de trente minutes en termes de trajet, du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière. La direction de cet ensemble de services agréés et subventionnés par l'Agence est réalisée à temps plein et est établie comme telle par un contrat de travail ou l'arrêté de nomination.

CHAPITRE II. — *Principes généraux et missions des services*

Art 1369/8. Le présent chapitre s'applique aux services pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère

Art. 1369/9. § 1^{er}. L'accueil de jour consiste à favoriser l'épanouissement et l'intégration des personnes qu'elle soit scolaire, sociale ou culturelle, en mettant en place dans une relation de partenariat avec elles, leur famille et le réseau, des activités valorisantes socialement et citoyennes.

§ 2. L'accueil de type résidentiel consiste, outre les prestations assurées au paragraphe 1^{er}, à reconstituer le lieu de vie principal de la personne en s'assurant que la notion de " chez soi " soit réalisée concrètement au sein de l'établissement.

§ 3. Les formules de soutien des personnes au sein de leurs propres logements visent à leur permettre d'acquérir l'autonomie nécessaire pour vivre dans un logement inclus dans la société, notamment via la réalisation d'activités d'apprentissages individuels et collectifs, d'information, de coordination des ressources du réseau et d'accompagnement dans le logement.

§ 4. L'accueil de jour et de type résidentiel s'inscrivent dans une recherche de qualité de vie en fonction des besoins spécifiques, des attentes et désirs ainsi que du rythme de chaque usager. Ils favorisent l'exercice des droits et des devoirs des usagers en lien avec la citoyenneté. Ils assurent un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes en situation de handicap et vise à l'intégration sociale, citoyenne ou culturelle ou à l'épanouissement de la personne.

CHAPITRE III. — *Agrément des services*Section 1^{re}. — *Accord de principe*

Art. 1369/10. La demande d'accord de principe est adressée par le gestionnaire à l'Agence. Elle est accompagnée :

- 1° d'un projet de service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels établis selon respectivement le canevas minimum de l'annexe 117/3 et les dispositions de l'article 1369/39;
- 2° d'un règlement d'ordre intérieur qui reprend au minimum les éléments mentionnés à l'annexe 117/2;
- 3° d'un modèle de convention d'accueil qui reprend au minimum les éléments visés à l'annexe 117/5;
- 4° d'une note indiquant le ou les types de situation de handicap que vivent les personnes pour lesquelles une offre de prise en charge est faite, ainsi que leur sexe et leur âge;
- 5° du numéro d'entreprise du gestionnaire.

Art. 1369/11. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur, un accusé de réception du dossier. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

Art. 1369/12. Lorsque le dossier est complet, l'Agence instruit la demande dans un délai de six mois.

Art. 1369/13. L'accord de principe s'inscrit dans le respect de la programmation des services sur le territoire wallon de sorte que le nombre de places agréées par l'Agence sur le territoire d'une commune ne s'élève pas à plus de cinq pour cent de sa population.

Section 2. — Demande d'agrément

Art. 1369/14. La demande d'agrément ne peut pas être introduite que si le gestionnaire est détenteur, pour son projet, d'un accord de principe accordé par l'Agence en vertu de la section 1.

Art. 1369/15. La demande d'agrément est adressée par le gestionnaire à l'Agence. Elle est accompagnée de :

- 1° l'identité du directeur du service, une copie conforme de ses diplômes;
- 2° l'extrait de casier judiciaire du directeur tel que visé à l'article 1369/7, 11°, datant de moins de trois mois et exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction et criminelles;
- 3° la délégation de pouvoirs écrite telle que visée à l'article 1369/5;
- 4° Sauf pour les projets de vie en autonomie dans un logement privatif occupé par au maximum six personnes, un rapport positif délivré par un « service conseil en accessibilité » reconnu par la Région wallonne, la Région bruxelloise ou la Région flamande, certifiant que les bâtiments sont accessibles et adaptables. De plus, les services demandeurs répondent aux normes spécifiques visées à l'annexe 117/8;
- 5° sauf pour les projets de vie en autonomie dans un logement privatif occupé par au maximum six personnes, d'un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies.

Concernant le 5°, ce rapport stipule la capacité d'accueil des infrastructures.

Art. 1369/16. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur, un accusé de réception du dossier. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

Section 3. — Décision d'agrément

Art. 1369/17. Lorsque le dossier est complet, l'Agence instruit la demande et le Ministre statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément.

Art. 1369/18. L'agrément est accordé pour une durée à l'essai d'une à trois années maximum. Au terme de cette période et après évaluation par l'Agence, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

La décision d'agrément mentionne :

- 1° le régime de prise en charge;
- 2° le nombre maximum de personnes en situation de handicap pouvant être prises en charge;
- 3° les tranches d'âges autorisées;
- 4° la localisation ou les localisations des prises en charge des personnes en situation de handicap.

Section 4. — Modification d'agrément

Art. 1369/19. Toute demande de modification d'agrément est motivée et adressée par lettre à l'Agence.

Art. 1369/20. Toute demande de modification d'agrément est accompagnée des documents visés à l'article 1369/15, 4° et 5° actualisés.

Art. 1369/21. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur, un accusé de réception du dossier. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

Art. 1369/22. Lorsque le dossier est complet, l'Agence instruit la demande et statue dans un délai de six mois. La modification d'agrément est considérée effective le premier jour du mois qui suit la notification de la décision de l'Agence.

Art. 1369/23. Une demande d'extension d'agrément d'une structure existante ne peut pas être introduite que par une entité déjà agréée par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur. Si cette extension concerne un autre site, celui-ci ne peut pas être distant du premier de plus de trente kilomètres et de trente minutes en termes de trajet.

CHAPITRE IV. — Conditions d'agrément

Art. 1369/24. Les prestations offertes aux personnes en situation de handicap sont en outre délivrées dans le respect des principes énoncés dans le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits et de la pleine participation des personnes handicapées à la société : améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Europe 2006-2015 - Recommandation REC(2006)5 du Comité des Ministres aux Etats membres, la Stratégie du Conseil de l'Europe sur le Handicap 2017-2023 « Droits de l'homme : une réalité pour tous » adoptée par le Comité des Ministres le 30 novembre 2016, la Convention des Nations Unies relative aux Droits de Personnes Handicapées, la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant.

*Section 1^{re}. — Conditions relatives aux outils méthodologiques destinés à promouvoir la qualité de la prise en charge des usagers**Sous-section 1. — Conditions générales relatives à l'accueil des usagers*

Art. 1369/25. Le service garantit à la personne le respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et convenances. Il lui assure un encadrement compétent et adapté à ses besoins ainsi que des conditions de vie de qualité, soucieuses de son bien-être, de ses besoins et de ses désirs.

Art. 1369/26. Les familles, amis et proches dont la présence est demandée par la personne ou son représentant légal s'il échet, ont un droit d'accès au service dans des lieux adaptés et accueillants.

Art. 1369/27. Afin de permettre des échanges quotidiens avec leurs familles, des moyens de communications tels que le téléphones, ordinateurs et internet sont mis à disposition des usagers. Les échanges se tiennent dans le respect de l'intimité et de la confidentialité.

Art. 1369/28. Le service garantit à la personne ou son représentant légal s'il échet et à sa famille la transmission des informations exactes et en temps utile sur toutes les questions touchant à son accueil ou à son hébergement et particulièrement celles relatives à son état de santé.

Art. 1369/29. Sauf dérogation préalable accordée par l'Agence, le service ne peut pas accueillir et/ou héberger sur un même lieu de vie des personnes mineures et majeures.

Sous-section 2. — Conditions relatives à la Charte

Art. 1369/30. Le service élabore une charte des valeurs construite sur base des principes de références énoncés à l'annexe 117/1 et l'affiche à l'entrée du service ainsi qu'à différents endroits visibles dans le service.

Sous-section 3. — Conditions relatives au projet de service

Art. 1369/31. Le projet du service est élaboré sur base du canevas repris à l'annexe 117/3. Son élaboration et ses mises à jour se réalisent avec l'aide de l'équipe des intervenants.

Il s'articule sur les valeurs fondamentales de l'association définies au départ d'une charte du service visée à l'article 1369/31. Il est co-signé par le pouvoir organisateur et la direction dès que celle-ci est mise en place.

Art. 1369/32. Le projet du service et ses mises à jour sont portés à la connaissance de tous les membres du service en ce compris les nouveaux membres du personnel, aux usagers ou à leurs représentants légaux s'il échet. Ces documents sont en outre mis à leur disposition en permanence.

Le projet de service est mis à jour dans les deux ans qui suivent l'octroi du premier agrément et par la suite, au minimum, pour chaque évaluation sexennale visée à l'article 1369/85.

Le service met en œuvre les actions qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

Sous-section 4. — Conditions relatives au rapport d'activités

Art. 1369/33. Le service transmet le rapport d'activités à l'Agence pour le 30 juin de chaque année.

Le rapport d'activité est structuré sur base du plan présenté à l'annexe 117/4.

Le rapport annuel d'activité du service est porté à la connaissance de tous les membres du service, aux usagers ou à leurs représentants légaux s'il échet. Ces documents sont en outre mis à leur disposition en permanence.

Sous-section 5. — Conditions relatives à la convention d'accueil

Art. 1369/34. Toute prise en charge est subordonnée à la signature préalable d'une convention entre le gestionnaire et la personne ou son représentant légal s'il échet qui mentionne au minimum les éléments figurant à l'annexe 117/5.

Sous-section 6. — Conditions relatives aux dossiers des usagers

Art. 1369/35. Tous les services agréés tiennent à jour un dossier de la personne comprenant :

- 1° une analyse des besoins de la personne, de sa volonté et ses préférences lorsqu'il s'agit d'un adulte, et de son intérêt supérieur lorsqu'il s'agit d'un enfant;
- 2° un bilan des connaissances, aptitudes, potentialités et aspirations de la personne;
- 3° un bilan psychologique;
- 4° un bilan médical;
- 5° une anamnèse sociale;
- 6° une évaluation de l'autonomie.

Art. 1369/36. Le bilan médical contient les attestations médicales et protocoles d'examen médicaux ou documents utiles à sa prise en charge fournis par la personne lors de l'admission ainsi que toutes les pièces établies durant son séjour dans le service. Le dossier médical est consultable par l'inspection médicale de l'Agence et l'inspection médicale de l'autorité publique étrangère.

Art. 1369/37. Le dossier de la personne l'accompagne en cas de réorientation vers un autre service. La convention d'accueil doit prévoir un suivi médical, laissé au choix de la personne, soit au sein de l'institution, soit dans le pays d'origine de la personne.

Sous-section 7. — Conditions relatives aux Projets individuels

Art. 1369/38. § 1^{er}. Le service offre à la personne un projet individuel adapté à ses besoins, aptitudes, aspirations.

§ 2. Le service met en place un projet individuel pour chaque usager et le formalise. Ce projet individuel est élaboré en concertation avec la personne ou son représentant légal s'il échet, sa famille et l'ensemble des intervenants internes et externes. Il contient au minimum :

- 1° l'identification du bénéficiaire;
- 2° les objectifs à atteindre;
- 3° la méthodologie utilisée et les moyens concrets mis en œuvre pour atteindre ses objectifs;
- 4° la ou les personnes ressources;
- 5° la procédure d'évaluation et la date d'échéance de celle-ci.

Il est établi pour la première fois, dans un délai de six mois à dater de l'admission dans le service.

§ 3. Pour construire le projet personnalisé, le service mène une évaluation globale de la personne en abordant au moins les domaines de vie suivants :

- 1° l'autonomie;
- 2° les habiletés domestiques;
- 3° les habiletés préscolaires et scolaires;
- 4° les habiletés professionnelles;
- 5° les comportements défis;
- 6° le sensori-moteur;
- 7° la socialisation;
- 8° la santé et l'hygiène;
- 9° la communication;
- 10° la vie affective et sexuelle;

11° la volonté et les préférences de la personne lorsqu'il s'agit d'un adulte, ou l'intérêt supérieur de la personne lorsqu'il s'agit d'un enfant.

Sous-section 8. — Conditions relatives aux cahiers de communication

Art. 1369/39. Un cahier de communication est tenu afin d'y consigner toutes informations utiles à destination des équipes éducatives tant de jour que de nuit.

Ces informations évoquent toutes les observations nécessaires en vue d'assurer la continuité des prestations utiles et adéquates aux différents usagers. Un volet spécifique est destiné aux informations relatives à leur santé et à leur sécurité.

Art. 1369/40. Un cahier de communication est tenu afin d'y consigner toutes informations utiles à destination des équipes de soins.

Les informations évoquent toutes les observations nécessaires en vue d'assurer la continuité et la qualité des soins dispensés aux différents usagers.

Ces procédures de transmissions des informations relatives à la santé des usagers sont supervisées par un médecin coordinateur.

Sous-section 9. — Conditions relatives à l'accueil d'un nouvel usager

Art. 1369/41. L'accueil d'un nouvel usager fait l'objet d'une procédure destinée à répondre aux besoins spécifiques qui accompagnent cette période particulière.

Pour le nouvel usager, cette procédure vise notamment à :

1° lui communiquer toutes les informations nécessaires;

2° l'accompagner de manière régulière afin de l'aider à découvrir son nouveau milieu et afin d'y favoriser au mieux son intégration;

3° à identifier les adaptations nécessaires en vue de tenir compte, dans toute la mesure du possible, de ses besoins et de ses souhaits, ainsi que de sa volonté et de ses préférences s'il s'agit d'un adulte ou de son intérêt supérieur s'il s'agit d'un enfant.

Pour la famille et les proches, cette procédure vise à :

1° établir les échanges destinés à récolter le maximum d'informations utiles à la prise en compte des besoins spécifiques du nouvel usager;

2° leur communiquer les informations utiles concernant les conditions dans lesquelles se déroule l'accueil du nouvel arrivant;

3° convenir des personnes à contacter en cas de besoin.

Pour les professionnels, cette procédure vise notamment à :

1° les informer immédiatement et si possible avant l'arrivée de la personne, en abordant tous les points connus le concernant et touchant aux domaines de vie visés à l'article 1369/39, § 3, et en particulier ceux qui relèvent de sa santé;

2° désigner le membre du personnel chargé de récolter ces informations auprès des proches du nouvel entrant et des professionnels qui l'ont accompagné dans ses parcours précédents;

3° les informer des personnes de contacts parmi les proches et parmi tout autre collaborateur, à joindre en cas de questions ou de besoins d'informations.

Sous-section 10. — Conditions relatives aux activités

Art. 1369/42. § 1^{er}. Les activités sont adaptées aux besoins, aptitudes et aspirations des personnes.

Les services assurent un accompagnement éducatif, psychologique et social optimal adapté à leurs besoins et vise à l'intégration sociale, culturelle ou professionnelle de la personne. Ils proposent pour cela des activités variées et adaptées à chacun en mettant l'accent sur des activités valorisantes organisées prioritairement à l'extérieur de l'établissement.

§ 2. Le service se dote des outils nécessaires à la gestion des activités journalières qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. Ils sont accessibles à tous et permettent d'identifier au minimum :

1° le lieu de l'activité;

2° la date de l'activité;

3° les participants et le personnel d'encadrement impliqué.

Sous-section 11. — Conditions relatives aux repas

Art. 1369/43. § 1^{er}. Les résidents reçoivent au moins trois repas par jour. Sauf exception légitime (forte chaleur,...) un de ces repas doit être un repas chaud et complet. La nourriture est saine, variée et est adaptée à l'état de santé de la personne. Elle respecte les règles de qualité relatives à la nutrition des personnes. Les régimes diététiques prescrits par le médecin traitant sont observés. Pour au moins deux repas par jour, deux menus au choix ou des alternatives sont prévus en tenant compte des souhaits des résidents.

§ 2. Un registre reprenant au moins la liste des menus du mois écoulé est tenu. Ce registre est accessible en permanence aux agents chargés du contrôle.

Sous-section 12. — Conditions relatives au Conseil des usagers

Art. 1369/44. § 1^{er}. Dans chaque service, il y a lieu de créer un conseil composé d'usagers ayant pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil ou de l'hébergement des usagers.

§ 2. Le conseil des usagers comporte au moins trois membres dont un président élu en son sein. Il se réunit au moins une fois par trimestre. Le service veille à communiquer la liste des membres du conseil aux usagers et à leurs représentants légaux.

§ 3. Un membre du personnel assure l'animation et le secrétariat du conseil des usagers, établit et consigne dans un registre prévu à cet effet, les procès-verbaux des réunions.

§ 4. Les responsables du service transmettent au conseil toutes informations utiles à la participation au projet de service. Une concertation entre le conseil des usagers et le service est organisée pour les modifications au règlement d'ordre intérieur ainsi que pour toutes modifications importantes aux conditions générales de vie.

§ 5. Le service met en place des modalités de participation adaptées aux caractéristiques des *usagers*.

Sous-section 13. — Conditions relatives à l'évaluation de la qualité des prestations offertes aux usagers

Art. 1369/45. § 1^{er} Le service procède tous les trois ans à l'évaluation de la qualité de ses prestations et ce, en concertation avec les usagers, leurs proches et l'équipe d'intervenants.

§ 2. L'évaluation peut être mise en œuvre de manière interne ou avec le recours à un organisme tiers.

§ 3. La méthodologie de cette évaluation précise au moins :

1° comment, de manière systématique, le service collecte et enregistre des données sur la qualité des prestations offertes aux personnes;

2° comment le service utilise les données visées au 1° pour formuler des objectifs d'amélioration de la qualité et adapter le projet de service;

3° la stratégie, avec calendrier, que le service établit pour atteindre les objectifs visés au 2°;

4° comment et à quelle fréquence le service évalue si les objectifs ont été atteints;

5° les démarches d'améliorations que le service entreprend lorsqu'un objectif n'est pas atteint;

6° comment le service intègre les démarches qualifiées préconisées par l'Agence.

§ 4. Les résultats de l'autoévaluation sont portés à la connaissance du pouvoir organisateur, de tous les membres du personnel du service, des usagers ou leurs représentants légaux s'il échet.

Sous-section 14. — Conditions relatives au traitement des réclamations

Art. 1369/46. Le service organise un processus de traitement des réclamations exprimées par les usagers et leurs proches quant aux prestations qui leurs sont offertes dans le service.

La désignation d'un référent parmi les membres du personnel se fait en concertation entre la direction et les équipes. La proposition de désignation doit recevoir l'aval du Conseil des Usagers.

Le rôle et l'identité du référent sont définis et communiqués au minimum par voie d'affichage à l'accueil et à différents endroits visibles de tous les usagers du service.

Section 2. — Conditions relatives au personnel

Sous-section 1^{re}. — Conditions générales

Art. 1369/47. Les gestionnaires, le personnel de direction ainsi que les membres du personnel éducatif et non-éducatif disposent d'un casier judiciaire exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

Ils fournissent une copie de leur casier judiciaire, datant d'au maximum un mois, au gestionnaire lors de leur engagement et lors de toute modification qui y est apportée.

Art. 1369/48. Pour le calcul du respect des normes visées à la présente section, les volumes de prestation du personnel s'évaluent en base mensuelle en tenant compte des heures rémunérées du personnel et du nombre de journées d'inscription des usagers divisé par le nombre de jours contenus dans le mois considéré.

Par journées d'inscription l'on entend les journées de présences effectives, de retours en familles et d'absences ponctuelles.

Art. 1369/49. Pour autant qu'il satisfasse aux exigences de qualifications visées à l'annexe 117/6, seul le personnel d'accompagnement sous contrat de travail est pris en compte pour calculer le respect des normes de personnel. Le personnel sous statut d'indépendant peut être pris en compte aux mêmes conditions pour autant que son volume de prestation au sein du service puisse être démontré.

Art. 1369/50. Pour autant qu'il satisfasse aux exigences de qualifications visées à l'annexe 117/7, seul le personnel non-éducatif sous contrat de travail est pris en compte pour calculer le respect des normes de personnel. Le personnel sous statut d'indépendant peut être pris en compte aux mêmes conditions pour autant que son volume de prestation au sein du service puisse être démontré. Les prestations fournies par des personnes morales sont prises en compte au prorata des prestations de personnel, à la condition que ce dernier possède les qualifications visées à l'annexe 117/7.

Art. 1369/51. En aucun cas, les prestations de membres du personnel financé par l'INAMI ou tout autre pouvoir public belge n'entrent en ligne de compte pour le calcul du respect des normes d'encadrement.

Art. 1369/52. Outre les normes d'encadrement définies dans la présente section, la pluridisciplinarité des équipes est assurée par la présence de travailleurs ayant au moins trois des quatre qualifications suivantes : psychologue ou psychopédagogue, éducateur, assistant social, paramédical.

Sous-section 2. — Conditions de la Direction

Art. 1369/53. Le service est dirigé par un directeur, personne physique sous contrat de travail avec l'entité juridique dont dépend le service.

Art. 1369/54. Le directeur est porteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et justifie d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

Art. 1369/55. Le directeur assure sa fonction en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur ou du directeur général de l'entité administrative dont il dépend et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

1° la mise en œuvre et le suivi du projet de service;

2° la gestion du personnel;

3° la gestion financière;

4° l'application des réglementations en vigueur;

5° la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

Art. 1369/56. Une direction effective du service est assurée en permanence. En l'absence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet est en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant externes qu'internes.

Lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur ou égal à quinze, le directeur preste au moins un quart-temps.

Lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est supérieur à quinze et égal ou inférieur à trente, le directeur preste au moins un mi-temps.

Lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est supérieur à trente, le directeur preste un temps plein.

Art. 1369/57. Le directeur et les représentants de l'entité juridique dont le service fait partie sont solidairement responsables du respect des normes d'agrément.

Art. 1369/58. En cas de changement de direction, les titres et certificat de bonne vie et mœurs sont transmis spontanément à l'Agence.

Art. 1369/59. Par dérogation à l'article 1369/56, le directeur peut ne pas disposer de l'ancienneté requise et détenir un diplôme ou un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire d'une autre orientation que celles requises. Cette dérogation est autorisée à la condition que la mise en œuvre et le suivi du projet de service visé à l'article 1369/57, 1^o, soit délégués, avec l'accord du pouvoir organisateur, à un coordinateur pédagogique remplissant les conditions de qualification et d'expérience visées à l'article 1369/56.

Sous-section 3. — Conditions du personnel d'accompagnement

Art. 1369/60. Le personnel d'accompagnement relève obligatoirement des fonctions et qualifications visées à l'annexe 117/6.

Art. 1369/61. Dès le moment où le service accueille des résidents, la norme minimale des prestations du personnel d'accompagnement est fixée à 0,6 équivalent temps plein rémunéré par usager sans qu'il ne puisse être globalement inférieur à 6 équivalents temps-plein.

Art. 1369/62. Par tranche entamée de quinze personnes handicapées, l'équipe du personnel d'accompagnement compte en son sein au minimum un éducateur spécialisé ou travailleur psycho-médico-social à temps plein engagé comme tel. Dans tous les cas, le tiers au moins du personnel d'accompagnement est au minimum éducateur classe 1 ou classe 2A engagé comme tel.

Art. 1369/63. § 1^{er}. Les gestionnaires pourvoient, sous leur responsabilité, à l'encadrement de nuit de manière à assurer la sécurité des usagers ainsi que leur bien-être et compte tenu de leur handicap et de la configuration des lieux.

§ 2. L'encadrement strictement minimum de nuit est d'un membre du personnel. Cette norme est rehaussée à deux membres du personnel dans les structures pavillonnaires lorsque la capacité d'accueil du service est supérieure à 30 places.

§ 3. L'encadrement de nuit est assuré en permanence entre le départ et le retour de l'équipe de jour. Le personnel présent la nuit répond aux conditions de qualification et de compétence du personnel d'accompagnement visé à l'annexe 117/6.

Art. 1369/64. Dans les lieux où des personnes en situation de handicap sont prises en charge uniquement le jour, uniquement la nuit ou dans des formules ou dans des formules de soutien des personnes au sein de leur logement, d'accompagnement du type de celles visées au Livre 5, Titre VII, les normes minimales de personnel d'accompagnement visées aux articles 1369/63 sont divisées par deux.

Sous-section 4. — Conditions du personnel non éducatif

Art. 1369/65. Le personnel d'encadrement non-éducatif relève obligatoirement des fonctions et qualifications visées à l'annexe 117/7.

Art. 1369/66. Dès le moment où le service accueille des résidents, la norme minimale des prestations du personnel non éducatif est fixée à 0,15 équivalent temps plein rémunéré par personne en situation de handicap hébergée.

Art. 1369/67. Dans les lieux où des personnes en situation de handicap sont prises en charge uniquement le jour, uniquement la nuit, ou dans des formules d'accompagnement à l'autonomie du type de celles visées au Livre 5, Titre VII, la norme minimale visée à l'article 1369/66 est réduite d'un tiers.

Sous-section 5. — Conditions de formation du personnel

Art. 1369/68. S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 1369/32, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur trois années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Le plan de formation inclut obligatoirement des modules axés sur la bientraitance.

Chaque membre du personnel est tenu, chaque année, de suivre deux jours de formation par an en relation directe avec les besoins des usagers.

Section 3. — Conditions relatives à la gestion

Art. 1369/69. Pour être agréé, le service est organisé par une personne morale de droit public ou privé belge.

Art. 1369/70. Le service satisfait à toutes ses obligations fiscales et sociales et fait certifier ses comptes annuels par un réviseur d'entreprise.

Art. 1369/71. § 1^{er}. Le service transmet annuellement à l'Agence un cadastre des personnes accueillies.

§ 2. On entend par « cadastre des personnes accueillies », la liste des personnes en situation de handicap accueillies durant chaque exercice reprenant pour chacune d'elle le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse du domicile de la personne ou de son représentant légal, la ou les autorités responsables du placement et du financement.

§ 3. Les services envoient ce cadastre, dûment complété sur le formulaire produit par l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé.

Art. 1369/72. § 1^{er}. Le service transmet annuellement à l'Agence un cadastre de l'emploi.

§ 2. On entend par « cadastre de l'emploi » la liste nominative du personnel occupé et rémunéré durant chaque exercice, ventilée par fonctions et catégories telles que reprises aux annexes 117/6 et 117/7, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire contractuelle du temps de travail ainsi que le total des heures rémunérées sur l'exercice et l'ancienneté pécuniaire.

§ 3. Les services envoient ce cadastre, dûment complété sur le formulaire produit par l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé.

Art. 1369/73. Le service, préalablement à toute admission d'un usager, souscrit une police d'assurance :

1^o couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il répond pour tout dommage survenu à un usager ou causé par celui-ci;

2° couvrant tout dommage causé par un usager qui ne met pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il a été victime pendant son séjour.

Concernant le 1°, l'assurance précise que la personne garde la qualité de tiers et couvre les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre.

Concernant le 2°, Dans ce cas, l'assurance doit couvrir le décès à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394,68 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros.

Art. 1369/74. Tout décès ou accident grave fait l'objet d'un signalement à l'Agence dans les quarante-huit heures de sa survenance.

Section 4. — Conditions relatives à l'infrastructure, à la sécurité et à l'hygiène

Art. 1369/75. Le service agréé respecte les normes énoncées à l'annexe 117/8.

CHAPITRE V. — Prises en charge et financement par l'Agence

Art. 1369/76. § 1^{er}. En accord avec le gestionnaire du service agréé sur base du présent titre, l'Agence peut décider de l'entrée d'une personne de nationalité belge au sein dudit service.

§ 2. Dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une subvention particulière peut être accordée pour la prise en charge nominative de personnes en situation de handicap déclarées prioritaires et en situation d'urgence.

§ 3. Est considérée comme personne prioritaire, la personne atteinte d'une des déficiences suivantes :

- 1° paralysie cérébrale, sclérose en plaques, spina-bifida, myopathie ou neuropathie;
- 2° déficience intellectuelle profonde;
- 3° déficience intellectuelle sévère;
- 4° troubles moteurs, dysmélie, poliomyélite, malformation du squelette et des membres avec handicap associé;
- 5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés aux handicaps;
- 6° autisme;
- 7° lésion cérébrale congénitale ou acquise.

§ 4. Pour être considérée comme étant en situation d'urgence, la personne répond à un des critères suivants :

- 1° le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;
- 2° la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne ou de tiers;
- 3° la personne a subi plusieurs exclusions.

Art. 1369/77. Lorsqu'un service procède à l'admission d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence, il envoie, dans les trois jours de son admission, un avis d'entrée à l'administration. En cas de sortie, le service envoie également un avis de sortie dans les mêmes délais.

La personne handicapée prioritaire en situation d'urgence contribue forfaitairement à sa prise en charge.

Art. 1369/78. Le montant de la participation financière que le service peut réclamer est limité à un montant journalier de 51,06 euros pour une prise en charge en résidentiel et de 14,61 euros pour une prise en charge en journée uniquement. Pour les jeunes, ce montant est limité aux 2/3 des allocations familiales ramené en base journalière.

Cette participation financière peut être réclamée uniquement pour les jours où la personne est effectivement présente dans le service.

Art. 1369/79. § 1^{er}. Le tarif pour une prise en charge en résidentiel s'élève à 21.915,85 euros en base annuelle. Le tarif pour une prise en charge en accueil s'élève à 16.916,45 euros en base annuelle.

§ 2. L'Agence peut appliquer aux services un tarif spécifique dans des situations particulières, pour la personne visée par l'article 1369/78, § 3 et § 4, qui, cumulativement :

- 1° est âgée de trente ans maximum;
- 2° a subi de multiples exclusions de services;
- 3° a fait l'objet de séjours prolongés en structures psychiatriques;
- 4° présente des troubles graves du comportement caractérisés par de la violence envers autrui, soi-même ou son environnement;
- 5° présente des pathologies multiples;
- 6° nécessite une surveillance permanente, active et soutenue.

Le tarif spécifique visé à l'alinéa 1^{er} s'élève à 43.831,70 euros en base annuelle pour une prise en charge en résidentiel et à 25.373,18 euros en base annuelle pour une prise en charge en accueil de jour.

§ 3. La subvention du service s'obtient en multipliant le tarif par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par trois-cent-soixante-cinq ou trois-cent-soixante-six et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Sont considérées comme journées de prise en charge, les journées comprises entre la date de la prise d'effet de l'octroi d'une subvention particulière décidée par le Comité de gestion ou la date d'entrée effective si celle-ci est postérieure et la date de la sortie de la personne.

Art. 1369/80. L'accueil d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence donne lieu à une adaptation des normes d'encadrement compte tenu de cette prise en charge supplémentaire.

La norme à respecter est de 0,5589 équivalent temps plein de personnel d'accompagnement en résidentiel et de 0,2077 équivalent temps plein d'accompagnement en accueil de jour.

Cette norme est à multiplier par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par trois-cent-soixante-cinq ou trois-cent-soixante-six et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

CHAPITRE VI. — Contrôle

Art. 1369/81. L'Agence assure le respect de la législation et de la réglementation dans le cadre de l'exercice du contrôle des services visés par le présent titre conformément aux dispositions des articles 315 à 320 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Il veille à ce que les services agréés sur base du présent titre, proposent aux usagers, la plus grande qualité de vie possible.

Art. 1369/82. § 1^{er}. Lorsque qu'une ou plusieurs des conditions d'agrément énoncées au Chapitre 4 ne sont plus respectées, le Ministre peut retirer, suspendre ou limiter temporairement la durée de l'agrément et ce, après audition organisée par l'Agence du gestionnaire et de la direction.

§ 2. La limitation temporaire de la durée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le Ministre d'un agrément provisoire d'une durée de un an à trois ans.

Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

§ 3. La suspension de l'agrément implique l'interdiction de prendre en charge de nouvelles personnes en situation de handicap.

§ 4. Les décisions visées au paragraphe 1^{er} sont notifiées au gestionnaire par envoi recommandé ou par exploit d'huissier. Elles sont exécutoires dès notification.

§ 5. L'Agence communique au bourgmestre compétent les décisions de retrait d'agrément. Elle peut requérir la collaboration de tout service pour assurer la prise en charge urgente des personnes en situation de handicap devant être évacuées.

Art. 1369/83. Sans préjudice de l'article 315 du Code décrétal, l'Agence procède au minimum tous les six ans à un examen de la conformité aux normes ainsi qu'à l'évaluation de la qualité des prestations offertes par les services aux usagers et à leurs familles ou représentants légaux.

Pour ce faire, six mois avant l'évaluation sexennale, le service transmet à l'Agence :

1° le projet de service mis à jour;

2° le Règlement d'ordre intérieur actualisé;

3° l'extrait de casier judiciaire du Directeur si des changements y ont été apportés.

CHAPITRE VII. — *Traitement des plaintes par l'Agence*

Art. 1369/84. Toute plainte relative à la prise en charge dans un service peut être formulée par écrit à l'Agence. L'Agence en informe aussi rapidement que possible le pouvoir organisateur en tenant compte des besoins de l'examen de cette requête. L'Agence procède à cet examen dès réception de la plainte et formule ses conclusions dans un délai maximum de six mois. L'Agence en informe le plaignant, la direction, le gestionnaire du service et les autorités responsables du placement et/ou du financement, de la suite réservée à cette plainte.

Art. 1369/85. Lorsque la plainte est déposée par une personne en situation de handicap, son représentant légal ou un proche, son congédiement est interdit durant la durée de l'instruction à moins qu'elle ne soit réclamée par la personne ou son représentant légal.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales, transitoires et abrogatoires*

Art. 1369/86. § 1^{er}. Les services qui à la date d'entrée en vigueur du présent titre accueillent des personnes de nationalité étrangère sous couvert d'une autorisation de prise en charge accordée sur base de l'article 288 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, sont automatiquement agréés à cette même date sur base du présent titre.

§ 2. Les normes du présent titre leur sont applicables dans les six mois de leur agrément. Entretemps ils restent soumis aux normes visées aux articles 1351 à 1359, 1362 et 1363.

§ 3. Par dérogation à l'article 1369/77, sont soumis aux normes en matière d'infrastructures figurant aux articles 1360 et 1361, les services visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que ceux qui ont introduit, avant la date du 1^{er} janvier 2017, leur dossier de demande, de déménagement ou d'extension, et ce de manière complète sur base de l'article 1365 ou qui ont obtenu avant cette même date un accord du Gouvernement.

§ 4. Par dérogation à l'article 1369/77, sont soumis aux normes en matière d'infrastructures figurant aux articles 1360 et 1361, les services qui ont obtenu avant le 23 mars 2017, un permis de bâtir et pouvant démontrer qu'ils ont entamé les travaux avant cette même date. Cette dérogation n'est valable que s'il n'y a pas d'interruption de chantier, excepté celle relevant de force majeure et s'applique exclusivement au bâtiment et aux travaux pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 1369/87. A la date d'application du présent Titre, le service autorisé à prendre en charge des personnes en situation de handicap en application de l'article 288 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et dont l'entité juridique de laquelle il dépend, bénéficie pour un autre de ses services d'un agrément octroyé par l'Agence pour un mode de prise en charge identique sur base du Livre 5, titres VII ou XI, est réputé agréé sur base de ces dernières dispositions si ces services sont distants de moins de trente kilomètres et de trente minutes en termes de trajet. ».

Art. 3. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, titre VI il est ajouté un § 2 à l'article 467 rédigé comme suit :

« Les normes règlementaires applicables aux services agréés par l'Agence sur base du Livre 5, Titres VII, XI, XII ou XIII, concernent l'ensemble des services qu'ils accompagnent exclusivement des personnes en situation de handicap financées par l'AViQ ou des personnes en situation de handicap financées par une autorité étrangère subventionnées qu'elles soient ou non subventionnées par l'AViQ ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur trente jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. La Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Principes de référence à partir desquels doit être développée la Charte visée à l'article 1369/31 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

A. La personne en situation de handicap

La personne en situation de handicap exerce ses responsabilités dans la société, elle bénéficie des mêmes droits et assume les mêmes devoirs que tout autre citoyen. Elle a le choix de la maîtrise de son existence, elle a le droit au respect de sa dignité d'individu et du caractère unique de sa vie.

Enfant, elle a droit à l'éducation, à une vie de famille, à des loisirs.

Adulte, elle doit pouvoir mener son existence selon ses aspirations et ses choix quelle que soit leur évolution au cours du temps. Elle a le droit de choisir son lieu de vie et d'en changer.

La personne a accès aux informations qui la concernent et elle a la garantie de la confidentialité de celles-ci. Même dépendante, la personne en situation de handicap doit pouvoir garder sa place dans la société au contact des personnes valides. Sa famille et ses proches doivent être associés à sa vie dans son intérêt.

La personne en situation de handicap qui utilise nos services doit pouvoir poursuivre une existence aussi normale que possible et proche des conditions de vie habituelle de ses concitoyens. Elle doit pouvoir développer sa personnalité dans tous ses aspects et ainsi s'épanouir sur le plan social, affectif et spirituel et ce, tout au long de sa vie.

Les différents acteurs doivent veiller à reconnaître et à maintenir le rôle social de la personne en situation de handicap en facilitant les liens avec l'entourage, la famille, les proches, en multipliant les ouvertures et les échanges, en favorisant l'accessibilité aux services extérieurs et en proposant des activités stimulantes et adaptées.

B. La famille et les proches

Les familles et les proches ont le droit à une vie familiale, sociale et professionnelle équilibrée. Ils ont le droit de participer à l'éducation et au développement de la personnalité et à l'épanouissement social, affectif et spirituel de la personne en situation de handicap, et ce, tout au long de sa vie.

Ils sont reconnus dans leurs compétences et ne font l'objet d'aucun jugement sur leurs valeurs et mode de vie.

Ils ont accès à des prestations de l'association en fonction de leurs besoins et de leurs demandes dans les limites des missions des services.

C. Les collaborateurs

Les collaborateurs ont le droit d'exercer leur métier dans le respect de toutes les législations qui régissent le travail dans notre pays. Ils ont le droit au respect de leurs compétences et au développement de celles-ci.

D. Le Service

Propose des prestations variées, différenciées, à la disposition de la personne en situation de handicap et de sa famille, l'association offre des réponses graduées et évolutives et qu'elle adapte en permanence aux besoins, désirs et attentes des usagers.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/2

Le Règlement d'ordre intérieur, visé à l'article 1369/10 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Principes généraux

Le règlement d'ordre intérieur est applicable au personnel du service et à ses usagers.

Préalablement à la signature de la convention d'accueil visée à l'article 1369/36 le ROI est remis à la personne ou à son représentant légal s'il échet.

Le ROI est communiqué à la signature du contrat de travail de chaque membre du personnel.

Toute modification au ROI est communiquée au personnel, aux usagers ou à leurs représentants légaux s'il échet.

Mentions à faire figurer au Règlement d'ordre intérieur

- l'identification exacte (dénomination, siège, forme juridique) du service et la mention de la date de l'agrément;
- les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des bénéficiaires à accueillir ou à héberger;

- description des moyens mis à disposition pour favoriser la communication et l'échange avec les proches (ex : skype, webcam, internet etc...);

- le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des personnes en situation de handicap telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

- Les conditions et circonstances de résiliation pour chaque partie contractante, pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne du service, la durée du préavis qui ne peut être inférieur à trois mois sauf accord du représentant légal s'il échet ou sauf s'il existe un péril grave pour les autres usagers du service ou membres de son personnel;

- les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement dans le respect des normes énoncées aux articles 1369/48, 1369/87 et 1369/88;

- les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service préalablement à toute admission d'une personne en situation de handicap. Cette police d'assurance doit couvrir au minimum :

- la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un bénéficiaire ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et de 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre;

- tout dommage causé par une personne en situation de handicap qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour.

- l'existence d'une convention d'accueil entre le service et la personne ou son représentant légal s'il échet, définissant les droits et obligations mutuelles des parties;

- Les modalités de mise en œuvre du Conseil des usagers telles qu'elles sont définies à l'article 1369/46.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/3

Le projet de service visé à l'article 1369/32 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

1. Dénomination et adresse de l'organisme gestionnaire

2. Description de l'agrément octroyé par l'AWIPH

3. Histoire, Mission, Vision et valeurs

Le Projet de Service présente synthétiquement les repères historiques, les évolutions majeures de l'établissement/service en lien avec celles des publics, de l'environnement socio-économique et des politiques sociales.

Il convient de s'assurer de la cohérence entre les valeurs défendues par le PO et les principes d'intervention de la structure

- Histoire
- Mission (objet social, buts de l'association, Finalités du service proposé et besoins à rencontrer.....)
- Vision (aspirations à long terme...)
- Valeurs qui fondent le travail
- Population cible
- Références théoriques du service et méthodologie de prise en charge des personnes en situation de handicap.

4. Mode d'utilisation actuel et futur des ressources

Les ressources sont prioritairement affectées au service d'un axe stratégique visant la prévention de la maltraitance et la promotion d'une culture de la bientraitance notamment sur les aspects suivants qui doivent être pris en compte même s'ils ne font pas systématiquement l'objet de plans d'action nouveaux :

- Le respect :
 - de la vie privée
 - de l'intimité

- ...

- L'inclusion
- L'autonomie
- L'autodétermination
- La communication
- La valorisation des rôles sociaux : image de soi, participation à la société...
- La prise en compte de la spécificité de la personne et de son environnement
- Handicap (double diagnostic, cérébrolésion, autisme...)
- Précarité financière (emploi et logement par exemple)
- Le vieillissement et la fin de vie (l'après-parent)
- Vie relationnelle et affective (et sexuelle)
- Les moments de détresse
- La mobilité

-

- Le soutien à la parentalité
- Travail en réseau et solidarité du réseau social
- Accès prioritairement aux services généralistes (crèches, école, emploi, bénévolat, loisirs, prestataires de santé...)
- Collaboration et liens avec la famille

Dans le cadre du soutien en lieux d'accueil et d'hébergement :

- La politique de sanctions
- La contention
- La qualité des repas
- Le confort et sécurité y compris la nuit

Ces aspects doivent être envisagés à travers les différents domaines suivants et selon la méthodologie choisie par les gestionnaires :

4.1. Infrastructure

Situation actuelle :

- Lieu d'implantation
- Type d'environnement
- Structuration de l'espace (unités de vie, locaux réservés à l'hébergement, aux activités,...),
- Ressources extérieures (Commerces, services, centres Sportifs, Culturels),
- Collaborations avec d'autres services spécialisés ou non

Situation future :

- Identification des objectifs à MT et à LT
- Justification des objectifs en termes de qualité de vie, de qualité de service et de bien-être
- Priorisation des objectifs et leur déclinaison en actions à réaliser
- Détermination des moyens et ressources disponibles et ce dont le service a besoin en termes de moyens, soutien que peut apporter l'Agence
- Définition du suivi et de l'évaluation : indicateurs, échéances, groupes de travail

4.2. Implication de la personne

Situation actuelle :

- Mode d'élaboration et suivi des projets personnalisés
- Partenariat avec la famille
- Dossiers individuels

Situation future :

- Identification des objectifs à MT et à LT
- Justification des objectifs en termes de qualité de vie, de qualité de service et de bien-être
- Priorisation des objectifs et leur déclinaison en actions à réaliser
- Détermination des moyens et ressources disponibles et ce dont le service a besoin en termes de moyens, soutien que peut apporter l'Agence
- Définition du suivi et de l'évaluation : indicateurs, échéances, groupes de travail

4.3. Politique d'accueil

Situation actuelle :

- Admissions et réorientation
- ROI
- Convention d'accueil
- Gestion des biens
- Conseil des usagers
- Traitement des réclamations
- Politique d'ouverture du service
-

Situation future :

- Identification des objectifs à MT et à LT
- Justification des objectifs en termes de qualité de vie, de qualité de service et de bienveillance
- Priorisation des objectifs et leur déclinaison en actions à réaliser
- Détermination des moyens et ressources disponibles et ce dont le service a besoin en termes de moyens, soutien que peut apporter l'Agence
- Définition du suivi et de l'évaluation : indicateurs, échéances, groupes de travail

4.4. Fonctionnement et organisation

Situation actuelle :

- Structuration des activités :
- Procédures de coordination et de concertation entre travailleurs, avec l'extérieur (partenaires), avec les parents, entre résidents.
-

Situation future :

- Identification des objectifs à MT et à LT
- Justification des objectifs en termes de qualité de vie, de qualité de service et de bienveillance
- Priorisation des objectifs et leur déclinaison en actions à réaliser
- Détermination des moyens et ressources disponibles et ce dont le service a besoin en termes de moyens, soutien que peut apporter l'Agence
- Définition du suivi et de l'évaluation : indicateurs, échéances, groupes de travail

4.5. Personnel

Situation actuelle :

- Organigramme fonctionnel et hiérarchique
- Volume d'emploi par fonction
- Définition de fonctions
- Politique de recrutement : niveau de qualification, diversité des ressources (pluridisciplinarité), équilibre hommes/femmes,...
- Politique de formation (interne et externe) : comment est établi le plan de formation, quelle participation de l'institution dans les frais de formation, qui est sollicité
- Horaires : logique de structuration des horaires

Situation future :

- Identification des objectifs à MT et à LT
- Justification des objectifs en termes de qualité de vie, de qualité de service et de bienveillance
- Priorisation des objectifs et leur déclinaison en actions à réaliser
- Détermination des moyens et ressources disponibles et ce dont le service a besoin en termes de moyens, soutien que peut apporter l'Agence
- Définition du suivi et de l'évaluation : indicateurs, échéances, groupes de travail

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/4

Mentions à faire figurer dans le Rapport d'activité annuel visé à l'article 1369/35 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

1. Coordonnées du service

Matricule du service :

Nom du service :

Adresse du service :

Directeur :

N° de téléphone de contact :

2. Introduction

Objet social

Bref historique, visions et valeurs

Missions assurées par le service

3. Personnel

Nombre de personnes occupées dans le service

Catégories de fonctions, Niveau d'études, le type de contrat et le statut du travailleur,

4. Formations suivies

Thèmes

Nombre

Personnes bénéficiaires

5. Caractéristiques des bénéficiaires

Zone géographique d'intervention

Types de déficience

Services proposés

Collaboration - réseau

6. Expériences particulières

Vous pouvez indiquer dans cette rubrique les expériences particulières rencontrées au cours de cette année ou les projets éventuels que vous souhaiteriez mettre en exergue.

7. Recherches

Il s'agit d'expliquer les éventuelles recherches, en collaboration avec des universités ou d'autres instances, auxquelles votre service a collaboré au cours de l'année.

8. Etat de réalisation des objectifs fixés pour l'année écoulée

Il s'agit d'établir le lien avec les échéanciers du plan stratégique visé l'annexe 117/3.

9. Pistes de réflexion, propositions

Vous pouvez notamment écrire, sous ce chapitre vos commentaires ou propositions sur l'avenir de votre service, du secteur en général et/ou de ce modèle de rapport d'activités en particulier.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/5

Mentions à faire figurer dans la convention d'accueil visée à l'article 1369/36 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

- l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne;
 - l'identification exacte du service reprenant sa dénomination, l'adresse du siège social, sa forme juridique et le nom de son représentant légal;
 - le fait que le règlement d'ordre intérieur annexé fait partie intégrante de la convention d'accueil
 - les objectifs généraux poursuivis par le service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accompagner, accueillir ou héberger;
 - le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;
 - les droits et obligations mutuels de la personne ou de son représentant légal s'il échet et du service;
 - les besoins exprimés par la personne ou son représentant légal s'il échet et ses proches;
 - les jours et heures d'ouverture du service;
 - l'offre de prestations qui répond au mieux aux besoins exprimés par le usager ou son représentant légal s'il échet et ses proches. L'offre est déclinée sur les différents aspects de la vie de la personne notamment en matière d'alimentation, de soins de santé, d'hygiène, de suivi, d'activités et d'encadrement;
 - une mention explicite précisant que la personne et/ou sa famille seront invités à participer au projet personnalisé et à ses évaluations;
 - Les modalités de collaboration et de communication avec les familles, notamment dans le cadre du projet personnalisé;
 - le montant de la participation financière éventuelle;
 - la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;
 - Les modalités de la protection de la personne quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
 - la durée de validité de la convention et les modalités de résiliation de la convention qui seraient complémentaires à celles prévues au ROI;
 - la procédure de gestion interne des doléances ainsi le nom du référent-satisfaction désigné en application de l'article 1369/48 ainsi que l'adresse de l'Agence à laquelle la personne, son représentant légal et sa famille peut adresser toute critique, plainte ou réclamation;
 - le principe du respect du libre choix du médecin par la personne ou son représentant légal s'il échet;
 - les modalités de l'accès du service pour la famille, les amis et les proches dont la présence est demandée par la personne ou son représentant légal s'il échet;
 - la garantie offerte à la personne du respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;
 - la garantie pour la personne ou son représentant légal s'il échet d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil ou son hébergement
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/6

Définition des fonctions et qualifications du personnel d'accompagnement visées à l'article 1369/63 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Les éducateurs classe 3 :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures;
- diplôme ou certificat de puéricultrice (D3P);
- diplôme ou certificat d'aide familial(e) et sanitaire (D3P);
- diplôme ou certificat de moniteur (trice) pour collectivités d'enfants (D3P);
- diplôme ou certificat d'aide-seniors;
- diplôme ou certificat d'auxiliaire polyvalent(e) des services à domicile et en collectivité correspondant au certificat de qualification d'auxiliaire familial(e) et sanitaire délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice.

Les éducateurs classe 2 :

Uniquement les éducateurs de classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1^{er} janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale;
- brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans;
- diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans;
- diplôme de l'enseignement normal gardien.

Les éducateurs classe 2A :

1) Les porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

- éducation de l'enfance (D3TQ);
- sciences sociales appliquées (D3TQ);
- techniques sociales (D3TQ);
- éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ);
- d'aspirant(e) en nursing (D3TQ);
- d'assistance en gériatrie (D3TQ);
- d'agent d'éducation (D3TQ);
- d'animateur (D3TQ);
- d'agent social (D3TQ);
- sciences sociales et éducatives (D3TTR);
- attestant la réussite d'une 7^e année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie;
- de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale.

2) Les porteurs d'un des brevets suivants :

- de puéricultrice (D3P) pour autant que ceux-ci s'occupent exclusivement d'enfants de 0 à 6 ans;
- d'infirmière.

Les éducateurs spécialisés (classe 1) :

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

Les travailleurs psycho-médico-sociaux :

- 1) les assistants, auxiliaires ou conseillers sociaux;
- 2) les ergothérapeutes, kinésithérapeutes, logopèdes;
- 3) les rééducateurs en psychomotricité;
- 4) les infirmiers gradués sociaux;
- 5) les assistants en psychologie;
- 6) les licenciés en psychologie, psycho-pédagogie, pédagogie, kinésithérapie ou logopédie.

L'ensemble des diplômes requis sur base de la présente annexe peuvent être des diplômes équivalents délivrés dans un autre état membre de l'Union européenne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/7

Définition des fonctions et qualifications du personnel non éducatif visées à l'article 1369/68 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'État.

Commis-sténodactylographe

- Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

Rédacteur

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Econome

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

Comptable 2^e classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1^{re} classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.
- Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Personnel ouvrier catégorie I

- Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie II

- Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

Personnel ouvrier catégorie III

- Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Personnel ouvrier catégorie IV

- Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

Personnel ouvrier catégorie V

- Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.
- Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique
- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
- Copiste (Braille) 2^e classe
- Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.
- Copiste (Braille) 1^{re} classe
- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.
- Médecin généraliste
- Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.
- Médecin spécialiste
- Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.
- Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique
- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

L'ensemble des diplômes requis sur base de la présente annexe peuvent être des diplômes équivalents délivrés dans un autre état membre de l'Union européenne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 117/8

Normes architecturales visées à l'article 1369/78 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

I. Mesures générales de prévention, de sécurité et de salubrité

1. Toutes les précautions sont prises pour prévenir, combattre l'incendie et protéger les résidents.
2. Les flammes ouvertes, dégagements de gaz et poussières sont interdits.
3. Les systèmes de chauffage d'appoint sont interdits.
4. L'enveloppe extérieure et la structure portante ne présentent aucun signe de défectuosité et sont régulièrement entretenues.
5. A l'exception des points d'eau techniques, La température de l'eau sanitaire est régulée contre tout risque d'hyperthermie ou d'hypothermie et limitée en tout temps à 40°C au maximum au point de puisage. L'eau y est obligatoirement potable.

6. Un système anti-légionellose est mis en place sur le réseau sanitaire et n'affecte en rien la température de l'eau aux différents points de puisage.

7. Les produits dangereux sont obligatoirement mis sous clefs.

8. Tous les châssis de fenêtres présentent une fonction de verrouillage à l'ouverture.

9. Dans chaque local utilisé par les résidents, au moins un châssis de fenêtre présente la possibilité à son occupant d'accéder à la fonction tombant, en toute autonomie, sans pour autant ôter la fonction de verrouillage à l'ouverture.

10. Les garde-corps sont obligatoires pour toutes baies d'étage ouvrante dont l'allège se situe à moins de 80 centimètres du plancher ou toute surface de plancher accessible située à plus de 80 centimètres du niveau du sol. Ils sont largement ajourés ou vitrés jusqu'à minimum 90 centimètres du sol.

11. Tous nouveaux vitrages sont choisis dans le respect de la dernière norme en vigueur.

12. Les portes et parois vitrées sont repérées visuellement entre 85-100 centimètres et 140-160 centimètres du sol.

13. Les portes de garage débordantes sont interdites.

14. La porte des WC ne peut s'ouvrir vers l'intérieur.

15. Dans les locaux d'activités, les locaux d'hébergement, les locaux sanitaires et les zones de circulations qui y conduisent, une température de min. 22°C peut être atteinte entre 6.00h et 22.00h. Cette température ne peut jamais être limitée sous les 18°C à toute heure sauf dans les locaux d'activités entre 18h00 et 8.00h.

16. En cas de canicule, un lieu de vie doit permettre de maintenir une température maximale de 27°C et être dimensionné pour pouvoir accueillir les résidents.

17. Tout escalier intérieur ou extérieur emprunté par les résidents, y compris les escaliers de secours, présentent une hauteur de marches de maximum 19 centimètres avec une largeur de giron de minimum 26 centimètres, soit un maximum de 36°.

18. La ventilation de tous les locaux est obligatoire et assurée conformément aux dernières normes en vigueur.

19. Des amenées d'air passives sont prévues dans tous les locaux de vie, d'hébergement et d'activités.

20. La ventilation des locaux sanitaires et wc est assurée au minimum par une ventilation mécanique.

21. Les sols et murs et portes des locaux sanitaires sont imputrescibles et lavables jusqu'à minimum 200 centimètres du sol.

22. Le revêtement de sol des locaux sanitaires est anti-dérapant.

23. Tous les locaux sont nettoyés au savon et à l'eau au minimum une fois par semaine.

24. L'eau chaude sanitaire est suffisante pour assurer l'ablution de tous les résidents.

25. Les abords, bâtiments et locaux sont en tout temps propres. Ils sont entretenus régulièrement et protégés de toute humidité et/ou infiltrations d'eau. Les insectes, nuisibles, champignons ou tout autre parasite sont combattus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du service.

26. Toutes les précautions spécifiques sont prises afin d'assurer la sécurité des résidents, en fonction de la configuration des abords privatifs du service.

27. Les dispositifs d'éclairage répondent aux exigences suivantes :

a) Les cheminements qui mènent aux entrées principales des bâtiments sont pourvus d'un éclairage permanent ou par détection. En tout temps, l'éclairage sera de minimum 50 à 100 lux, renforcé à 300 lux au droit des marches et escaliers.

b) Les locaux sanitaires sont pourvus d'un éclairage sans réverbération, non-éblouissant, continu et uniforme de minimum 500 lux.

c) Les zones de circulation et les locaux techniques sont pourvus d'un éclairage sans réverbération, non-éblouissant, continu et uniforme de minimum 200 lux. Un renforcement à 300 lux au droit des marches et escaliers est prévu. L'éclairage est permanent ou sous détection automatique la nuit dans les zones de circulation horizontale et verticales empruntées par les résidents.

d) Les zones de travail sont pourvues d'un éclairage sans réverbération, non-éblouissant, continu et uniforme de minimum 500 lux. Un renforcement à 1500 lux est assuré aux zones destinées à des travaux de précision.

e) S'il présente un risque pour les résidents, l'éclairage par le sol est interdit en extérieur comme en intérieur.

28. Les parkings et garages répondent aux caractéristiques techniques suivantes :

- Ils sont signalés.

- Ils disposent d'une zone d'embarquement des usagers protégée de la pluie et de la circulation.

29. Le réseau d'égouttage général est approprié, en bon état de fonctionnement et régulièrement entretenu.

30. Au moins une terrasse ou cour privative ou, à défaut, une zone verte publique est accessible en toute sécurité et autonomie. Elle est protégée de la circulation et est aménagée de manière conviviale. Une zone d'ombre y est prévue.

II. Normes spécifiques en matière de locaux

Les services d'accueil et/ou d'hébergement disposent au moins de lieux d'activités, de vie et de repos en ce qui concerne l'hébergement, de thérapies et de soins, et de locaux techniques et professionnels.

1. Les lieux d'activités

Les services d'accueil et/ou d'hébergement disposent au moins de locaux d'activités distincts répondant aux conditions suivantes :

1.1.1. La surface au sol des locaux d'activités est de minimum 6 m² par usager. Les locaux d'activités sont compris au sens strict du terme (déduction faite des couloirs, sanitaires, des locaux de vie, de thérapies et de soins, et des locaux techniques et professionnels).

1.1.2. Au moins un WC par dix résidents, une salle de douche ou de bain ainsi qu'une zone de repos sont implantés à proximité immédiate des locaux d'activités.

1.1.3. L'éclairage naturel est obligatoire dans chaque local d'activité. La surface totale des baies vitrées de ces locaux atteint minimum 1/6 ème de la surface du plancher du local.

2. Les lieux de vie

2.1. On entend par lieux de vie, les locaux affectés aux périodes hors activités. Par unité de vie, ils se composent au minimum d'une kitchenette, d'un salon, d'une salle-à-manger, d'une salle de bain adaptée aux besoins des usagers et d'un wc adaptable aux personnes à mobilité réduite.

2.2. La surface au sol de la salle à manger et du salon est de minimum 6 m² par usager.

2.3. Les kitchenettes des unités de vie se composent à minima d'un frigo, d'un four à micro-onde, d'un plan de travail et d'un évier et d'une hotte raccordée à l'extérieur du bâtiment si une plaque de cuisson est installée.

2.4. L'éclairage naturel est obligatoire dans le salon et la salle-à-manger. La surface totale des baies vitrées d'un local atteint minimum 1/6^{ème} de la surface du plancher du local. Les fenêtres permettent une vision normale de l'environnement extérieur en position assise.

3. Les lieux de repos

3.1. La surface au sol des chambres est de minimum :

- 6 m² par usager de - de 3 ans.
- 9 m² par usager de 3 à 8 ans.
- 12 m² par usager de plus de 8 ans

3.2. Les chambres répondent aux caractéristiques suivantes :

3.3. Un lavabo y est mis à disposition de la personne à moins d'en prouver l'incompatibilité vis-à-vis de son handicap. Dans ce cas, les amenées d'eau chaude et froide et l'évacuation seront au minimum prévues en attente à l'arrière d'une paroi de la chambre.

3.4. La chambre est cloisonnée du sol au plafond.

3.5. Une isolation acoustique suffisante y est assurée.

3.6. Les lits superposés sont proscrits.

3.7. Le lit est adapté aux mensurations de la personne.

3.8. L'occlusion des baies de fenêtres y est assurée quel que soit le handicap du résident.

3.9. Une plaque de porte est prévue afin de matérialiser le caractère privatif de la chambre.

3.10. L'éclairage naturel est obligatoire dans les chambres. La surface totale des baies vitrées d'un local atteint minimum 1/10^e de la surface du plancher du local.

3.11. Les fenêtres des chambres permettent une vision normale de l'environnement extérieur en position assise sans risque d'accidents.

4. Les lieux de thérapies et de soins

Ils comprennent à minima :

- Un local polyvalent de consultation para-médical assurant l'intimité et la confidentialité des entretiens
- Un lavabo est prévu par lieu de thérapie et de soins

5. Les locaux techniques et professionnels

Ils se composent à minima de :

- Une cuisine collective
- Un vestiaire homme et femme
- Un wc homme et femme à destination des visiteurs et du personnel
- Un local réservé aux tâches administratives du personnel d'accompagnement et le cas échéant à ses périodes de repos

6. Mesures techniques générales

Les surfaces des lieux d'activités, de vie et de repos susvisées sont calculées nettes, hors murs et cloisons. Sous appentis de toiture, ces surfaces sont calculées à 75 % entre 180 et 200 centimètres du sol, 50 % entre 100 centimètres et 180 centimètres du sol et 0 % sous 100 centimètres.

III. Mesures d'humanisation de l'habitat

1. Les capacités maximales d'accueil et/ou d'hébergement des résidents sont fixées en fonction des modes d'implantation des sites :

- Lorsqu'un site se compose d'un seul bâtiment, sa capacité maximale sera limitée à 40 personnes.
- Lorsqu'un site se compose de plusieurs bâtiments, un maximum de 80 personnes est accueilli et/ou hébergé sur ce site et les bâtiments qui le composent accueillent et/ou hébergent chacun un maximum de 20 personnes.
- Lorsqu'un site correspond à un projet urbanistique plus large, un maximum de 100 personnes en situation de handicap y est accueilli et/ou hébergé et les bâtiments qui le composent accueillent et/ou hébergent chacun un maximum de 20 personnes. Le projet doit amener la mixité entre personnes en situation de handicap et personnes sans handicap, à minima sur les aspects logements. Les personnes sans handicap représentent au minimum 20 % de la population globale de ce projet urbanistique.

2. Caractéristiques des sites en milieu urbain et en milieu rural

- En zone urbaine, à savoir en agglomération, les sites ne peuvent être contigus. Ils sont séparés par de l'habitat, des zones d'équipements communautaires, d'activités économiques, de services publics ou de loisirs.
- En zone rurale, les sites sont distants d'au moins 300 mètres.

3. L'unité de vie

- L'unité de vie comprend maximum 10 personnes. Elle est constituée de chambres implantées à proximité d'un lieu de vie commun. Ce lieu de vie est lui-même constitué d'un salon, d'une salle à manger, d'un wc séparé, d'une salle de bain comprenant au moins un wc et d'une kitchenette.

4. Les chambres

- Les chambres sont individuelles.
- Sur base du projet de vie de résidents, la chambre double est autorisée.
- La chambre laissée libre reste alors obligatoirement à disposition du couple ou du duo.
- Le nombre de chambres doit toujours rester au minimum égal au nombre de bénéficiaires.

5. Les locaux d'activités

- Les locaux d'activités sont idéalement situés sur un autre site
- S'ils sont situés sur le même site, ce sera dans un bâtiment différent de celui où se trouvent les unités de vie
- S'ils sont situés dans le même bâtiment, ces lieux doivent être clairement différenciés des unités de vie

6. Accueil mixte de résidents majeurs et mineurs

- Les résidents majeurs et mineurs sont accueillis et/ou hébergés dans des sites, des bâtiments ou des parties de bâtiments, physiquement scindés et clairement identifiés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 relatif aux conditions d'agrément des services résidentiels, d'accueil de jour et de soutien dans leur milieu de vie, pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère.

Namur, le 31 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203395]

31 MEI 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014 en bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

Gelet op het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het rapport van 23 maart 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.715/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en op het aanvullende advies 63.282/4 van 2 mei 2018;

Gelet op de kaderovereenkomst van 21 december 2011 tussen de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Waalse Gewest van het Koninkrijk België betreffende de opvang van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la personne handicapée" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 25 mei 2017;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, goedgekeurd op 3 juli 2009 door België;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind van 20 november 1989;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, boek V, wordt een titel XII/2 ingevoegd, dat de artikelen 1369/7 tot 1369/89 omvat, luidend als volgt:

"Titel XII/2. Diensten voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 1369/7. Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder:

1^o decreetgevend wetboek: boek IV van het Waals decreetgevend Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2^o de Minister; de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid;

3^o Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), opgericht bij het decreet van 3 december 2015, ook "Agence pour une vie de qualité" genoemd;

4^o persoon: elke persoon erkend als persoon met een handicap door de plaatsingsoverheid;

5^o jongere: de persoon van minder dan 18 jaar of de persoon tussen 18 en 21 jaar voor wie de beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap of van elke andere buitenlandse openbare plaatsingsoverheid bepaalt dat hij de steun van een dienst voor jongeren nog kan blijven genieten;

6^o volwassene: de persoon die minstens 18 jaar oud is;

7^o verzorgingsregeling: de verzorging overdag, ook dagopvang genoemd, de verzorging 's nachts ook nachtopvang genoemd, de verzorging overdag en 's nachts, ook opvang van het residentiële type, of als formules voor de ondersteuning van de personen in hun woningen, ook thuiszorg genoemd;

8° beheerder: de rechtspersoon die gehandicapte personen verzorgt;

9° dienst: de op basis deze Titel erkende dienst;

10° opvangcapaciteit: het maximumaantal gehandicapte personen die tegelijkertijd per infrastructuur opgevangen mogen worden zoals bepaald bij het attest van de regionale brandweerdienst;

11° uittreksel uit het strafregister: het uittreksel uit het strafregister (model 1) opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister;

12° administratieve entiteit: de entiteit bestaande uit verschillende door het Agentschap erkende en gemachtigde diensten die afhankelijk zijn van dezelfde inrichtende macht en beheerd worden door een gemeenschappelijke algemene directie die instaat voor het dagelijkse beheer van al die diensten, zowel administratief, financieel als inzake personeelsaangelegenheden, namelijk de effectieve dagelijkse bevoegdheid om bevelen en richtlijnen aan het personeel te geven, met inbegrip van de gemeenschappelijke administratieve pool van de diensten, en om zich de middelen ter beschikking te laten stellen om het hoofd te kunnen bieden aan de financiële lasten i.v.m. de dagelijkse werking van de betrokken diensten.

Wat punt 12° betreft, zijn de diensten betrokken bij de hergroepering, met uitzondering van de administratieve entiteiten die als dusdanig vóór de datum van toepassing van deze Titel door het Agentschap worden erkend, gevestigd op een afstand van maximum dertig kilometer en dertig minuten in termen van traject van de plaats waar de directie hoofdzakelijk zitting heeft en waar de nodige administratieve gegevens voor het dagelijks beheer geconcentreerd worden. De leiding over dat geheel van door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten moet voltijds waargenomen worden en als dusdanig vastgelegd worden in de arbeidsovereenkomst of in het benoemingsbesluit.

HOOFDSTUK II. — *Algemene beginselen en opdrachten van de diensten*

Art. 1369/8. Dit hoofdstuk is van toepassing op de diensten voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Art. 1369/9. § 1. De dagopvangdienst beoogt de ontplooiing en de school-, sociale of culturele integratie van de personen, waarbij in partnerschap met hen, hun familieleden en het netwerk sociaal valoriserende en burgerlijke activiteiten tot stand gebracht worden.

§ 2. De residentiële opvang bestaat, naast de in lid 1 bedoelde prestaties, in het opnieuw vormen van de voornaamste leefplaats van de persoon waarbij ervoor gezorgd wordt dat het begrip "thuis" daadwerkelijk in de inrichting wordt gerealiseerd.

§ 3. De formules inzake de ondersteuning van de personen binnen hun eigen woningen hebben tot doel hen in staat te stellen om de nodige zelfstandigheid te verkrijgen om in een woning inbegrepen in de vennootschap te leven, met name via de verrichting van activiteiten van individuele en gezamenlijke scholingen, coördinatie van de hulpbronnen van het netwerk en begeleiding in de woning.

§ 4. De dagopvang en de residentiële opvang liggen in de lijn van het zoeken naar een levenskwaliteit naar gelang van de specifieke behoeften, de verwachtingen en wensen alsook van het ritme van elke gebruiker. Ze bevorderen het uitoefenen van rechten en plichten van de gebruikers in verband met het burgerschap. Ze verzekeren een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, een optimale psychologische, sociale en therapeutische begeleiding die aan de individuele behoeften van de gehandicapte personen aangepast is en die voorziet in de sociale, burgerlijke of culturele integratie of in de ontplooiing van de persoon.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de diensten*

Afdeling 1. — Principeakkoord

Art. 1369/10. Het verzoek om beginselakkoord wordt door de beheerder bij het Agentschap ingediend. Het gaat vergezeld van:

1° een dienstproject alsook de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden, opgemaakt op grond van respectievelijk het basismodel bedoeld in bijlage 117/3 en de bepalingen van artikel 1369/39;

2° een huishoudelijk reglement met minimum de in bijlage 117/2 bedoelde elementen;

3° een model van opvangovereenkomst met minimum de in bijlage 117/5 bedoelde elementen;

4° een nota met vermelding van het soort of de soorten handicap van de personen voor wie een zorgaanbod wordt gemaakt alsook hun geslacht en hun leeftijd;

5° het ondernemingsnummer van de beheerder.

Art. 1369/11. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het Agentschap aan de aanvrager een bericht van ontvangst van het dossier. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Art. 1369/12. Wanneer het dossier volledig is, behandelt het Agentschap de aanvraag binnen een termijn van zes maanden.

Art. 1369/13. Het principeakkoord past in het kader van de eerbiediging van de programmering van de diensten op het Waalse grondgebied zodat het aantal plaatsen erkend door het Agentschap op het grondgebied van een gemeente niet hoger is dan 5 % van haar bevolking.

Afdeling 2. — Erkenningsaanvraag

Art. 1369/14. De erkenningsaanvraag mag slechts ingediend worden indien de beheerder voor zijn project houder is van een principeakkoord dat naar gelang van afdeling 1 door het Agentschap wordt toegekend.

Art. 1369/15. De erkenningsaanvraag wordt door de beheerder bij het Agentschap ingediend. Ze gaat vergezeld van:

1° de identiteit van de directeur van de dienst, een eensluidend afschrift van zijn diploma's;

2° het uittreksel uit het strafregister van de directeur zoals bedoeld in artikel 1369/7, 11°, van minder dan drie maanden geleden en vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen;

3° de schriftelijke delegatie van bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 1369/5;

4° behalve voor de projecten betreffende het zelfstandig leven in een privaatieve woning bewoond door maximum 6 personen, een positief verslag afgegeven door een "dienst raad inzake toegankelijkheid" erkend door het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het Vlaamse Gewest, waarbij bevestigd wordt dat de gebouwen toegankelijk en aanpasbaar zijn. Bovendien voldoen de verzoekende diensten aan de in bijlage 117/8 bedoelde specifieke normen;

5° behalve voor de projecten betreffende het zelfstandig leven in een privaatieve woning bewoond door maximum 6 personen, een verslag van een gemeentelijke of regionale brandbestrijdingsdienst waarbij bevestigd wordt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn getroffen om brand te voorkomen;

Wat punt 5° betreft, bepaalt dit verslag de opvangcapaciteit van de infrastructuur.

Art. 1369/16. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het Agentschap aan de aanvrager een bericht van ontvangst van het dossier. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Afdeling 3. — Beslissing tot erkenning

Art. 1369/17. Wanneer het dossier volledig is, behandelt het Agentschap de aanvraag en beslist de Minister binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de erkenningsaanvraag.

Art. 1369/18. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur voor één tot maximum drie jaar verleend. Na afloop van die periode en na beoordeling door het Agentschap wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

De beslissing tot erkenning vermeldt:

1° de verzorgingregeling;

2° het maximumaantal gehandicapte personen die verzorgd mogen worden;

3° de toegelaten leeftijdstranches;

4° de plaats(en) waar de gehandicapte personen verzorgd worden.

Afdeling 4. — Wijziging van erkenning

Art. 1369/19. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning wordt met redenen omkleed en per brief aan het Agentschap gericht.

Art. 1369/20. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning gaat vergezeld van de bijgewerkte documenten bedoeld in artikel 1369/15, 4° en 5°.

Art. 1369/21. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het Agentschap een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Art. 1369/22. Wanneer het dossier volledig is, behandelt het Agentschap de aanvraag en beslist het binnen een termijn van zes maanden. De wijziging van erkenning wordt effectief geacht op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening van de beslissing van het Agentschap.

Art. 1369/23. Een aanvraag tot uitbreiding van erkenning van een bestaande structuur mag slechts ingediend worden door een eenheid die reeds door het Agentschap wordt erkend en die afhankelijk is van dezelfde inrichtende macht. Indien die uitbreiding een andere site betreft, mag bedoelde site niet van de eerste verwijderd worden van meer dan dertig kilometer en dertig minuten in termen van traject.

HOOFDSTUK IV. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 1369/24. De aan de gehandicapte personen verstrekte prestaties worden bovendien verleend met inachtneming van de beginselen vervat in het actieplan van de Raad van Europa voor de bevordering van de rechten en de volledige participatie van personen met een handicap aan de maatschappij: naar een betere kwaliteit van leven voor personen met een beperking in Europa 2006-2015-Aanbeveling REC (2006)5 van het Comité van Ministers aan de lidstaten, Strategie van de Raad van Europa over Handicap 2017-2023: "Mensenrechten: een realiteit voor allen", aangenomen op 30 november 2016 door het Comité van Ministers, Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, het VN-verdrag inzake de rechten van het kind.

Afdeling 1. — Voorwaarden betreffende de methodologische instrumenten bestemd om de kwaliteit van de verzorging van de gebruikers te bevorderen

Onderafdeling 1. — Algemene voorwaarden betreffende de opvang van gebruikers

Art. 1369/25. De dienst garandeert het respect van het privéleven van de persoon, alsook van zijn ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, en van het goed zedelijk gedrag. Hij verzekert hem een bevoegde begeleiding die aan zijn behoeften aangepast is, alsook kwaliteitsvolle levensomstandigheden met het oog op zijn welzijn, zijn behoeften en zijn wensen.

Art. 1369/26. De families, vrienden en naasten wier aanwezigheid gevraagd wordt door de persoon of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordiger, hebben een toegangsrecht tot de dienst in aangepaste en vriendelijke plaatsen.

Art. 1369/27. Om de dagelijkse uitwisselingen met hun families mogelijk te maken, worden communicatiemiddelen zoals telefoon, computers en internet ter beschikking gesteld van de gebruikers. De uitwisselingen worden verricht met respect voor de intimiteit en vertrouwelijkheid.

Art. 1369/28. De dienst verstrekt nauwkeurig informatie ten gepaste tijde aan de persoon of, in voorkomend geval, aan zijn wettelijke vertegenwoordiger en zijn familie over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang of zijn huisvesting, en in het bijzonder over de vraagstukken betreffende zijn gezondheidsstaat.

Art. 1369/29. Behoudens voorafgaandelijke afwijking toegekend door het Agentschap mag de dienst op eenzelfde leefplaats geen minderjarige en meerjarige personen opvangen en/of huisvesten.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden betreffende het Handvest

Art. 1369/30. De dienst werkt een waardehandvest uit opgemaakt op basis van de referentiebeginselen vermeld in bijlage 117/1 en plakt het bij de ingang van de dienst en bij verschillende zichtbare plaatsen in de dienst aan.

Onderafdeling 3. — Voorwaarden betreffende het dienstproject

Art. 1369/31. Het project van de dienst wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 117/3 en de bijwerkingen ervan worden verricht met de hulp van het interventieteam.

Het wordt gegrond op de fundamentele waarden van de vereniging die bepaald zijn vanaf een handvest van de dienst zoals bedoeld in artikel 1369/3. Het wordt meeondertekend door de inrichtende macht en de directie zodra ze wordt opgericht.

Art. 1369/32. Alle personeelsleden van de dienst, met inbegrip van de nieuwe personeelsleden, de gebruikers of, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers, worden in kennis gesteld van het dienstproject, de bijwerkingen ervan en het jaarlijkse activiteitenverslag. Deze documenten worden bovendien hen voortdurend ter inzage gelegd.

Het dienstproject wordt binnen twee jaar na de toekenning van de eerste erkenning en daarna, minstens, voor elke zesjaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 1369/85 bijgewerkt.

De dienst voert de acties uit die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project.

Onderafdeling 4. — Voorwaarden betreffende het activiteitenverslag

Art. 1369/33. De dienst maakt jaarlijks uiterlijk 30 juni het activiteitenverslag aan het Agentschap over.

Het activiteitenverslag wordt op grond van het plan vermeld in bijlage 117/4 gestructureerd.

Alle personeelsleden van de dienst, de gebruikers en, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers, worden in kennis gesteld van het jaarlijkse activiteitenverslag van de dienst. Deze documenten worden bovendien hen voortdurend ter inzage gelegd.

Onderafdeling 5. — Voorwaarden betreffende de opvangovereenkomst

Art. 1369/34. Elke verzorging wordt ondergeschikt gemaakt aan de voorafgaandelijke ondertekening van een overeenkomst tussen de beheerder en de persoon of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordiger, waarin minstens de elementen bedoeld in bijlage 117/5 vermeld worden.

Onderafdeling 6. — Voorwaarden met betrekking tot de dossiers van de gebruikers

Art. 1369/35. Alle erkende diensten houden een dossier van de persoon bij dat de volgende elementen omvat:

1° een analyse van de behoeften van de persoon, van zijn wil en van zijn voorkeuren wanneer het om een volwassene gaat, en van zijn hoger belang wanneer het om een kind gaat;

2° een balans van de kennis, geschiktheden, potentialiteiten en verlangens van de persoon;

3° een psychologische balans;

4° een medische balans;

5° een sociale anamnese;

6° een evaluatie van de autonomie.

Art. 1369/36. De medische balans bevat de doktersattesten en medische onderzoeksprotocollen of de voor zijn verzorging nuttige documenten die de persoon bij zijn opname heeft overgelegd, alsook alle stukken die opgemaakt worden tijdens zijn verblijf in de dienst. Het medische dossier kan door de medische inspectie van het Agentschap en door de medische inspectie van de buitenlandse openbare overheid ingezien worden.

Art. 1369/37. Het dossier van de persoon vergezelt hem in geval van heroriëntering naar een andere dienst. De opvangovereenkomst moet voorzien in een in medische follow-up, naar keuze van de betrokkene, hetzij in de instelling, hetzij in het land van herkomst van de persoon.

Onderafdeling 7. — Voorwaarden betreffende de individuele projecten

Art. 1369/38. § 1. De dienst biedt de persoon een individueel project dat aan zijn behoeften, bekwaamheden en verlangens aangepast is.

§ 2. De dienst werkt een individueel project uit voor elke gebruiker en formaliseert het. Dat individuele project wordt uitgewerkt in samenwerking met de persoon of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordiger, zijn gezin en alle interne en externe interveniënten. Het bevat minstens:

1° de identiteit van de begunstigde;

2° de te halen doelstellingen;

3° de aangewende methode en de gebruikte concrete middelen om zijn doelstellingen te halen;

4° de hulppersoon (hulppersonen);

5° de evaluatieprocedure en de vervaldatum ervan.

Het project wordt voor de eerste keer binnen zes maanden, te rekenen vanaf de opvang binnen de dienst opgemaakt.

§ 3. Om het individuele project te ontwikkelen, voert de dienst een globale evaluatie van de persoon uit, waarbij minstens de volgende leefgebieden behandeld worden:

1° de autonomie;

2° de huishoudelijke vaardigheden;

3° de kleuter- en schoolvaardigheden;

4° de beroepsvaardigheden;

5° de gedragstoornissen;

6° de sensomotorische ontwikkeling;

7° de socialisatie;

8° de gezondheid en de hygiëne;

9° de communicatie;

10° het affectieve en seksuele leven;

11° de wil en de voorkeuren van persoon wanneer het om een volwassene gaat, en het hoger belang wanneer het om een kind gaat.

Onderafdeling 8. — Voorwaarden met betrekking tot de communicatieschriften

Art. 1369/39. Er wordt een communicatieschrift gehouden om er alle nodige informatie mede te delen voor de educatieve dag- en nachtploegen.

Deze informatie vermeldt alle nodige opmerkingen om de continuïteit van de nodige en gepaste prestaties te verzekeren aan de verschillende gebruikers. Een specifiek luik is bestemd voor de informatie betreffende hun gezondheid en hun veiligheid.

Art. 1369/40. Er wordt een communicatieschrift gehouden om er alle nodige informatie mede te delen aan de verzorgingsploegen.

Deze informatie vermeldt alle nodige opmerkingen om de continuïteit van de kwaliteit van de zorgen te verzekeren aan de verschillende gebruikers.

Deze procedures betreffende de overmaking van de informatie over de gezondheid van de gebruikers worden door een coördinerend arts gecontroleerd.

Onderafdeling 9. — Algemene voorwaarden betreffende de opvang van een nieuwe gebruiker

Art. 1369/41. De opvang van een nieuwe gebruiker maakt het voorwerp uit van een procedure bestemd om in te spelen op de specifieke behoeften die gebonden zijn aan die bijzondere periode.

Voor de nieuwe gebruiker heeft deze procedure met name tot doel:

- 1° hem alle nodige informatie mede te delen;
- 2° hem op regelmatige wijze te begeleiden om hem te helpen zijn nieuw milieu te ontdekken en om zijn integratie op de beste manier te bevorderen;
- 3° de nodige aanpassingen vast te stellen om zoveel mogelijk rekening te houden met zijn behoeften en wensen, alsook met zijn wil en zijn voorkeuren als het gaat om een volwassene of met zijn hoger belang als het om een kind gaat.

Voor de familie en de naasten heeft deze procedure tot doel:

- 1° de uitwisselingen tot stand te brengen om zoveel mogelijk nuttige informatie te verzamelen teneinde rekening te houden met de specifieke behoeften van de nieuwe gebruiker;
- 2° hun de nuttige informatie te verstrekken over de voorwaarden waaronder de nieuwkomer wordt verwelkomd;
- 3° af te spreken met wie contact indien nodig moet worden opgenomen.

Voor de professionelen heeft deze procedure met name tot doel:

- 1° hen onmiddellijk, en indien mogelijk vóór de aankomst van de persoon, in te kennis te stellen van alle bekende feiten die hem betreffen en die betrekking hebben op de in artikel 1369/39, § 3, bedoelde gebieden van het leven, en met name op die welke zijn gezondheid betreffen;
- 2° het personeelslid aan te wijzen dat verantwoordelijk is voor het verzamelen van deze informatie bij de naasten van de nieuwkomer en bij de professionelen die hem in zijn vorige trajecten hebben begeleid;
- 3° hen op de hoogte te brengen van contacten tussen naasten en andere medewerkers waarmee contact moet worden opgenomen in geval van vragen of informatiebehoeften.

Onderafdeling 10. — Voorwaarden betreffende de activiteiten

Art. 1369/42. § 1. De activiteiten worden aangepast aan de behoeften, bekwaamheden en verlangens van de personen.

De diensten zorgen voor een optimale begeleiding op educatief, psychologisch en sociaal vlak, die aangepast is aan hun behoeften met het oog op de sociale, culturele of professionele integratie van de persoon. Daarvoor stellen ze afwisselende en aan iedereen aangepaste activiteiten voor, waarbij de nadruk wordt gelegd op valoriserende activiteiten die bij voorkeur buiten de inrichting worden georganiseerd.

§ 2. De dienst voorziet in de nodige instrumenten om de dagelijkse activiteiten die zij zowel binnen als buiten de instelling organiseert, te beheren. Ze zijn voor iedereen toegankelijk en maken het mogelijk ten minste de volgende elementen te identificeren:

- 1° de plaats van de activiteit;
- 2° de datum van de activiteit;
- 3° de deelnemers en het betrokken begeleidingspersoneel.

Onderafdeling 11. — Voorwaarden betreffende de maaltijden

Art. 1369/43. § 1. De bewoners krijgen drie maaltijden per dag. Behoudens gewettigde uitzondering (hittegolf,...) moet één van die maaltijden één een volledige warme maaltijd zijn. De voeding is gezond en gevarieerd en wordt aan de toestand van de persoon aangepast. Ze leeft de kwaliteitsregels betreffende de voeding van de personen na. De door de huisarts voorgeschreven diëten worden in acht genomen. Voor minstens twee maaltijden per dag zijn twee menu's naar keuze of alternatieven voorzien rekening houdende met de wensen van de bewoners.

§ 2. Er wordt een register bijgehouden waarin minstens de lijst van de menu's van de afgelopen maand voorkomt. Dit register is voortdurend toegankelijk voor de met de controle belaste personeelsleden.

Onderafdeling 12. — Voorwaarden betreffende de raad van gebruikers

Art. 1369/44. § 1. Binnen elke dienst dient een uit gebruikers bestaande raad opgericht te worden die ermee belast is alle voorstellen te formuleren m.b.t. de levenskwaliteit en de praktische organisatie van de opvang of van de huisvesting van de gebruikers.

§ 2. De raad van gebruikers telt minstens drie leden, onder wie een voorzitter, die in zijn midden gekozen wordt. Hij vergadert minstens één keer per kwartaal. De dienst zorgt ervoor dat de lijst van de leden van de raad aan de gebruikers en aan hun wettelijke vertegenwoordigers overgelegd wordt.

§ 3. Een personeelslid zorgt voor de animatie en neemt het secretariaat van de raad van gebruikers waar, maakt de notulen van de vergaderingen op en neemt ze op in een register dat daartoe voorzien wordt.

§ 4. De verantwoordelijken van de dienst verstrekken de raad alle informatie die nuttig is om aan het dienstproject deel te nemen. Tussen de raad van gebruikers en de dienst wordt overleg gepleegd voor de wijzigingen in het huishoudelijk reglement alsook voor de belangrijke wijzigingen van de algemene levensomstandigheden.

§ 5. De dienst bepaalt deelnamemodaliteiten die aangepast worden aan de kenmerken van de gebruikers.

Onderafdeling 13. — Voorwaarden betreffende de kwaliteit van de prestaties geboden aan de gebruikers

Art. 1369/45. § 1. Om de drie jaar gaat de dienst over tot de evaluatie van de kwaliteit van zijn prestaties in overleg met de gebruikers, hun naasten en de ploeg van interveniënten.

§ 2. De evaluatie kan intern of met een derde instelling uitgevoerd worden.

§ 3. De methodologie van die evaluatie bepaalt minstens:

1° hoe de dienst systematisch gegevens over de kwaliteit van de aan individuele personen verleende prestaties verzamelt en registreert;

2° hoe de dienst de onder 1° vermelde gegevens gebruikt om doelstellingen inzake kwaliteitsverbetering te formuleren en het dienstenproject aan te passen;

3° de strategie en het tijdschema die de dienst volgt om de doelstellingen bedoeld in 2° te bereiken;

4° hoe en hoe vaak de dienst beoordeelt of de doelstellingen zijn bereikt;

5° de verbeteringsacties die de dienst onderneemt wanneer een doelstelling niet wordt bereikt;

6° hoe de dienst de door het Agentschap aanbevolen kwaliteiten integreert.

§ 4. De resultaten van de auto-evaluatie worden ter kennis gebracht van de inrichtende macht, alle personeelsleden van de dienst, de gebruikers of, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers.

Onderafdeling 14. — Voorwaarden met betrekking tot de behandeling van de bezwaren

Art. 1369/46. De dienst organiseert een proces voor de behandeling van de bezwaren geformuleerd door de gebruikers en hun naasten i.v.m. de prestaties die de dienst hun biedt.

De aanwijzing van een referent onder de personeelsleden geschiedt in overleg tussen de directie en de ploegen. Het aanwijzingsvoorstel moet door de raad van gebruikers goedgekeurd worden.

De rol en de identiteit van de referent worden bepaald en minimum meegedeeld via een aanplakking bij de ingang en bij verschillende zichtbare plaatsen voor alle gebruikers van de dienst.

Afdeling 2. — Voorwaarden betreffende het personeel

Onderafdeling 1. — Algemene voorwaarden

Art. 1369/47. De beheerders, het directiepersoneel en de leden van het educatieve en het niet-educatieve personeel moeten over een strafregister beschikken dat vrij van veroordelingen tot correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen.

Zij verstrekken de beheerder een afschrift van hun strafregister dat hoogstens één maand oud is, bij hun indienstneming en bij elke wijziging erin.

Art. 1369/48. Voor de berekening van de naleving van de in deze afdeling bedoelde normen wordt de omvang van de prestaties van het personeel op een maandelijks basis geëvalueerd rekening houdende met de bezoldigde uren van het personeel en het aantal inschrijvingsdagen van de gebruikers gedeeld door het aantal dagen inbegrepen in de beschouwde maand.

Onder inschrijvingsdagen wordt verstaan de effectieve aanwezigheidsdagen, de terugkeren in gezinnen en de occasionele dagen afwezigheid.

Art. 1369/49. Voor zover het aan de kwalificatie-eisen bedoeld in bijlage 117/6 voldoet, wordt het begeleidingspersoneel onder arbeidsovereenkomst in aanmerking genomen om de naleving van de personeelsnormen te berekenen. Het personeel onder het statuut van zelfstandige kan onder dezelfde voorwaarden in aanmerking worden genomen voor zover zijn omvang van prestaties binnen de dienst bewezen kan worden.

Art. 1369/50. Voor zover het aan de kwalificatie-eisen bedoeld in bijlage 117/7 voldoet, wordt het niet-educatief begeleidingspersoneel onder arbeidsovereenkomst in aanmerking genomen om de naleving van de personeelsnormen te berekenen. Het personeel onder het statuut van zelfstandige kan onder dezelfde voorwaarden in aanmerking worden genomen voor zover zijn omvang van dienstverleningen binnen de dienst bewezen kan worden. De prestaties verstrekt door de rechtspersonen worden in aanmerking genomen naar rato van de personeelsprestaties op voorwaarde dat laatstgenoemd de in bijlage 117/7 bedoelde kwalificaties heeft.

Art. 1369/51. In geen geval worden de prestaties van personeelsleden gefinancierd door het RIZIV of elke andere Belgische openbare overheid in aanmerking genomen voor de berekening van de naleving van de begeleidingsnormen.

Art. 1369/52. Naast de in deze afdeling bepaalde begeleidingsnormen wordt de multidisciplinariteit van de ploegen verzekerd door de aanwezigheid van werknemers die minstens 3 van de 4 volgende kwalificaties hebben: psychologue ou psychopédagogue, éducatrice, assistante sociale, paramédicalpsycholoog of psychopedagoog, opvoeder, maatschappelijk assistent, paramedisch assistent.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden van de Directie

Art. 1369/53. De dienst wordt geleid door een directeur, natuurlijke persoon onder arbeidscontract met de juridische entiteit waaronder de dienst ressorteert.

Art. 1369/54. De directeur is houder van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs levert van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenzorg.

Art. 1369/55. De directeur neemt zijn functie waar, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheden van de inrichtende macht of van de directeur-generaal van de administratieve entiteit waarvan hij afhangt en, onder zijn verantwoordelijkheid, het dagelijkse beheer van de dienst hoe dan ook wat betreft:

1° de tenuitvoerlegging en opvolging van het dienstproject;

2° het personeelsbeheer;

3° het financieel beheer;

4° de toepassing van de geldende regelgevingen;

5° de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

Art. 1369/56. Er moet de hele tijd in een daadwerkelijke leiding over de dienst voorzien worden. Bij afwezigheid van de directeur moet een gemachtigd personeelslid in spoedgevallen in staat zijn de nodige maatregelen te treffen en zowel de externe als de interne verzoeken in te willigen.

Indien het aantal verzorgde gehandicapte personen lager is dan of gelijk is aan vijftien, vervult de directeur minstens een kwartijdse betrekking.

Indien het aantal verzorgde gehandicapte personen hoger is dan vijftien en gelijk is aan of lager is dan dertig, vervult de directeur minstens een halftijdse betrekking.

Indien het aantal verzorgde gehandicapte personen hoger is dan dertig, vervult de directeur een voltijdse betrekking.

Art. 1369/57. De directeur en de vertegenwoordigers van de juridische entiteit waarvan de dienst deel uitmaakt zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de naleving van de erkenningsnormen.

Art. 1369/58. In het geval van verandering van directie worden de titels en getuigschrift van goed zedelijk gedrag spontaan aan het Agentschap overgemaakt.

Art. 1369/59. In afwijking van artikel 1369/56, kan de directeur niet beschikken over de vereiste anciënniteit en een eindexamen of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs bezitten van een andere richting dan de vereiste richtingen. Deze afwijking wordt toegelaten op voorwaarde dat de tenuitvoerlegging en de opvolging van het dienstproject bedoeld in artikel 1369/57, 1°, wordt gedelegeerd, met de toestemming van de inrichtende macht, aan een pedagogische coördinator die voldoet aan de kwalificatie- en ervaringsvoorwaarden bedoeld in artikel 1369/56.

Onderafdeling 3. — Voorwaarden van het begeleidingspersoneel

Art. 1369/60. Het begeleidingspersoneel valt noodzakelijkerwijs onder de functies en kwalificaties bedoeld in bijlage 117/6.

Art. 1369/61. Zodra de dienst bewoners opvangt, wordt de minimumnorm voor de prestaties van het begeleidingspersoneel vastgesteld op 0,6 bezoldigde voltijdsequivalent per gebruiker zonder dat het in totaal lager kan zijn dan 6 voltijdsequivalenten.

Art. 1369/62. Per aangevangen schijf van 15 gehandicapte personen moet minstens één voltijdse gespecialiseerde opvoeder of psycho-medisch-sociale werknemer als dusdanig aangeworven, deel uitmaken van het team van het begeleidingspersoneel. In elk geval, is minstens een derde van het begeleidingspersoneel minstens opvoeder klasse I of klasse 2A als dusdanig aangeworven.

Art. 1369/63. § 1. De beheerders voorzien, onder hun verantwoordelijkheid, in de nachtbegeleiding om te zorgen voor de veiligheid van de gebruikers alsook voor hun welzijn en rekening houdend met hun handicap en de locatieconfiguratie.

§ 2. De strikt minimale nachtbegeleiding bedraagt één personeelslid. Deze norm wordt verhoogd naar twee personeelsleden in de paviljoenstructuren wanneer de opvangcapaciteit van de dienst hoger is dan 30 plaatsen.

§ 3. De nachtbegeleiding wordt permanent verzekerd tussen het vertrek en de terugkeer van de dagploeg. Het personeel dat 's nachts aanwezig is, voldoet aan de kwalificatie en bevoegdheidsvoorwaarden van het begeleidingspersoneel bedoeld in bijlage 117/6.

Art. 1369/64. Op de plaatsen waar gehandicapte personen enkel overdag, enkel 's nachts of in formules van ondersteuning aan de personen in hun woning, van begeleiding van het type bedoeld in Boek 5, Titel VII, verzorgd worden, worden de minimumnormen van begeleidingspersoneel bedoeld in de artikelen 1369/63 gedeeld door twee.

Onderafdeling 4. — Voorwaarden van het niet educatief personeel

Art. 1369/65. Het niet educatief begeleidingspersoneel valt noodzakelijkerwijs onder de functies en kwalificaties bedoeld in bijlage 117/6.

Art. 1369/66. Zodra de dienst bewoners opvangt, wordt de minimumnorm voor de prestaties van het niet educatief personeel vastgesteld op 0,15 bezoldigde voltijdsequivalent per opgevangen gehandicapte persoon.

Art. 1369/67. Op de plaatsen waar gehandicapte personen enkel overdag, enkel 's nachts of in formules van ondersteuning van de autonomie van het type bedoeld in Boek 5, Titel VII, verzorgd worden, worden de minimumnormen bedoeld in artikel 1369/68 met één derde verminderd.

Onderafdeling 5. — Voorwaarden voor de opleiding van het personeel

Art. 1369/68. Op grond van het project van de dienst bedoeld in artikel 1369/32 stelt de dienst een personeelsopleidingsprogramma op voor minimum drie jaar.

Dat plan, opgemaakt na een debat tussen de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel. Het bepaalt de evaluatiecriteria, -modaliteiten en -periodiciteit voor die drie aspecten.

Het opleidingsplan omvat noodzakelijkerwijze modules gericht op de goede behandeling.

Elk personeelslid dient, elk jaar, twee dagen opleiding te volgen in rechtstreeks verband met de behoeften van de gebruikers

Afdeling 3. — Voorwaarden betreffende het beheer

Art. 1369/69. Om erkend te worden, moet de dienst georganiseerd worden door een Belgische publiek- of privaatrechtelijk rechtspersoon.

Art. 1369/70. De dienst voldoet aan al zijn fiscale en sociale verplichtingen en laat zijn jaarrekeningen bekrachtigen door een bedrijfsrevisor.

Art. 1369/71. § 1. De dienst legt jaarlijks een kadaster van de opgevangen personen aan het Agentschap over.

§ 2. Het "kadaster van de opgevangen personen" is de lijst van de gehandicapte personen die in de loop van elk boekjaar opgevangen worden. Voor elk van hen vermeldt die lijst de naam, de voornaam, de geboortedatum, het geslacht, de nationaliteit, het adres van de woonplaats van de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger, de autoriteit(en) verantwoordelijk voor de plaatsing en de financiering.

§ 3. De diensten versturen het kadaster, behoorlijk ingevuld aan de hand van het door het Agentschap verstrekte formulier, uiterlijk 31 maart na het afgelopen boekjaar.

Art. 1369/72. § 1. De dienst legt jaarlijks een tewerkstellingskadaster aan het Agentschap over.

§ 2. De "tewerkstellingskadaster" is de lijst op naam van het tewerkgestelde en bezoldigde personeel tijdens elk werkjaar, opgesplitst per functie en categorie zoals opgenomen in de bijlagen 117/6 en 117/7, met vermelding voor elk lid van het personeel van de contractuele weekduur van de arbeidstijd en het totaal van de bezoldigde uren tijdens het werkjaar en de geldelijke anciënniteit.

§ 3. De diensten versturen het kadaster, behoorlijk ingevuld aan de hand van het door het Agentschap verstrekte formulier, uiterlijk 31 maart na het afgelopen boekjaar.

Art. 1369/73. Voor elke opvang van een gebruiker sluit de dienst een verzekeringspolis:

1° ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de dienst of van de personen jegens wie hij verantwoordelijk is voor alle schade toegebracht aan of door een gebruiker;

2° ter dekking van alle schade die door een gebruiker toegebracht wordt en die zijn burgerlijke aansprakelijkheid niet op het spel zet of van alle schade waarvan hij het slachtoffer is geweest gedurende zijn verblijf. Wat 1° betreft, geeft de verzekering aan dat de persoon de hoedanigheid van derde behoudt en dekt de schade tot en met een minimumbedrag van 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade, per schadepost.

Wat 2° betreft, in dat geval dekt de verzekering het overlijden voor een minimumbedrag van 2.478,94 euro, de permanente ongeschiktheid tegen een minimumbedrag van 12.394,68 euro en de behandelingskosten tegen een minimumbedrag van 2.478,94 euro.

Art. 1369/74. Elk overlijden of ernstig ongeval maakt het voorwerp uit van een persoonsbeschrijving bij het Agentschap binnen de achtenveertig uur.

Onderafdeling 4. — Voorwaarden betreffende de infrastructuur, de veiligheid en de hygiëne

Art. 1369/75. De erkende dienst leeft de normen vermeld in bijlage 117/8 na.

HOOFDSTUK V. — Tenlasteneming en financiering door het Agentschap

Art. 1369/76. § 1. In overeenstemming met de beheerder van de dienst erkend op basis van deze titel, kan het Agentschap beslissen over de intrede van een persoon met de Belgische nationaliteit in deze dienst.

§ 2. Binnen de perken van het begrotingskrediet dat te dien einde is voorbehouden, kan een bijzondere toelage worden verleend voor de met naam genoemde opname van gehandicapte personen die als prioritair en in nood worden verklaard.

§ 3. Als prioritair gehandicapte persoon wordt beschouwd de persoon die één van de volgende deficiënties vertoont:

- 1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;
- 2° zware geestelijke deficiëntie;
- 3° ernstige geestelijke deficiëntie;
- 4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;
- 5° stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s);
- 6° autisme;
- 7° aangeboren of opgelopen hersenletsel.

§ 4. Om als in een noodsituatie verkerend te worden beschouwd, moet de persoon een van de volgende criteria vertonen:

- 1° het feit dat de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;
- 2° het feit dat de huidige toestand een gevaar vormt voor zijn integriteit of voor de integriteit van derden;
- 3° het feit dat de persoon meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1369/77. Wanneer een dienst een prioritair gehandicapte persoon in nood opneemt, bezorgt hij, binnen drie dagen na de opname, een opvangbericht aan de administratie. De dienst beschikt over dezelfde termijn om een bericht betreffende de beëindiging van de opvang mede te delen.

De prioritair gehandicapte persoon in nood betaalt een forfaitair bedrag als bijdrage tot de kosten van zijn opname.

Art. 1369/78. Het bedrag van de financiële bijdrage die de dienst mag opvragen, wordt beperkt tot een dagelijks bedrag van 51,06 euro voor een opname in een residentiële dienst en 14,61 euro voor een dagopname. Voor de jongeren wordt dit bedrag beperkt tot 2/3 van de kinderbijslag, teruggebracht tot een dagelijkse basis.

Deze financiële bijdrage kan enkel worden opgevraagd voor de dagen van werkelijke aanwezigheid van de persoon op de dienst.

Art. 1369/79. § 1. Het tarief voor een opname in een residentiële dienst bedraagt 21.915,85 euro op jaarbasis. De prijs voor een opname in een opvangdienst bedraagt 16.916,45 euro op jaarbasis.

§ 2. Het Agentschap kan, in bijzondere toestanden, op de diensten een speciaal tarief toepassen voor de opname van de persoon bedoeld in artikel 1369/78, § 3 en § 4, die op cumulatieve wijze:

- 1° maximum dertig jaar oud is;
- 2° veelvoudig uit diensten is uitgesloten;
- 3° het voorwerp is geweest van verlengde verblijven in psychiatrische structuren;
- 4° ernstige gedragsstoornissen vertoont die gekenmerkt zijn door geweld jegens andere personen, zichzelf of het leefmilieu;

5° veelvuldige pathologieën vertoont;

6° een permanent, actief en gestaag toezicht nodig heeft.

Het speciale tarief bedoeld in het eerste lid bedraagt 43.831,70 euro op jaarlijkse basis voor een residentiële tenlasteneming en 25.373,18 euro op jaarlijkse basis voor een tenlasteneming dagopvang.

§ 3. De toelage van de dienst wordt verkregen door het tarief te vermenigvuldigen met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door driehonderd vijfenzestig of driehonderd zesenzestig en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoekdagen.

Als dagen van opname worden beschouwd, de dagen tussen de datum van inwerkingtreding van het verlenen van een bijzondere toelage besloten door het Beheerscomité of de werkelijke datum waarop de persoon in de dienst wordt opgenomen (als deze later valt) en de datum waarop de persoon de dienst verlaat.

Art. 1369/80. De opvang van een prioritaire gehandicapte persoon in nood geeft aanleiding tot een aanpassing van de begeleidingsnormen rekening houdend met deze bijkomende opname.

De na te leven norm is 0,5589 voltijdsequivalent van begeleidingspersoneel in een residentiële dienst en 0,2077 voltijdsequivalent voor de begeleiding in dagopvang.

Deze norm dient te worden vermenigvuldigd met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door driehonderd vijfenzestig of driehonderd zesenzestig en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoekdagen.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 1369/81. Het Agentschap garandeert de naleving van de wet- en regelgeving in het kader van de uitoefening van de controle op de diensten beoogd bij deze titel overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 315 tot 320 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Hij zorgt ervoor dat de diensten erkend op basis van deze titel, aan de gebruikers, de hoogst mogelijke levenskwaliteit voorstellen.

Art. 1369/82. § 1. Wanneer één of meerdere erkenningsvoorwaarden vermeld in Hoofdstuk 4 niet meer worden nageleefd, kan de Minister de duur van de erkenning tijdelijk intrekken, opschorten of beperken en dit, na verhoor georganiseerd door het Agentschap van de beheerder en de directie.

§ 2. De tijdelijke beperking van de erkenningsduur geschiedt via de toekenning door de Minister van een tijdelijke erkenning voor één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

§ 3. De opschorting van de erkenning houdt het verbod in om nieuwe gehandicapte personen op te nemen.

§ 4. De beslissingen waarvan sprake in paragraaf 1 worden aan de beheerder medegedeeld bij aangetekend schrijven of per deurwaardersexploot. Zij zijn onmiddellijk na hun kennisgeving uitvoerbaar.

§ 5. Het Agentschap deelt aan de bevoegde burgemeester de beslissingen tot intrekking van de erkenning mee. Het Agentschap kan de medewerking eisen van elke dienst om in de noodopvang te voorzien van de gehandicapte personen die weggeleid moeten worden.

Art. 1369/83. Onverminderd artikel 315 van het decreetgevend Wetboek, onderzoekt het Agentschap minstens om de zes jaar de overeenstemming met de normen alsook de evaluatie van de kwaliteit van de prestaties aangeboden door de diensten aan de gebruikers en aan hun gezin of wettelijke vertegenwoordigers.

Daartoe, zes maanden vóór de zesjarige evaluatie, maakt de dienst aan het Agentschap de volgende stukken over:

1° het bijgewerkte dienstproject;

2° het bijgewerkte huishoudelijk reglement;

3° het uittreksel uit het strafregister van de Directeur indien er wijzigingen zijn aangebracht.

HOOFDSTUK VII. — *Behandeling van de klachten door het Agentschap*

Art. 1369/84. Elke klacht betreffende de tenlasteneming door een dienst kan schriftelijk aan het Agentschap geformuleerd worden. Het Agentschap brengt de inrichtende macht hiervan zo snel mogelijk op de hoogte rekening houdend met de behoeften van het onderzoek van dit verzoek. Het Agentschap gaat over tot dit onderzoek zodra de klacht ontvangen is en formuleert zijn conclusies binnen een termijn van hoogstens zes maanden. Het Agentschap deelt de bezwaarindiener, de directie, de beheerder van de dienst en de autoriteiten verantwoordelijk voor de plaatsing en/of de financiering het gevolg mee dat aan dat bezwaar gegeven wordt.

Art. 1369/85. Wanneer de klacht wordt ingediend door een gehandicapte persoon, diens wettelijke vertegenwoordiger of een verwant, is zijn ontslag verboden tijdens de duur van het onderzoek tenzij het wordt opgeëist door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger.

HOOFDSTUK VIII. — *Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 1369/86. § 1. De diensten die op de datum van inwerkingtreding van deze titel personen van buitenlandse herkomst opvangen onder bescherming van een machtiging tot verzorging toegestaan op basis van artikel 288 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden automatisch erkend op diezelfde datum op basis van deze titel.

§ 2. De normen van deze titel zijn op hen van toepassing binnen zes maanden na hun erkenning. Ondertussen blijven ze onderworpen aan de normen bedoeld in de artikelen 1351 tot 1359, 1362 en 1363.

§ 3. In afwijking van artikel 1369/77, worden onderworpen aan de normen inzake infrastructuur opgenomen in de artikelen 1360 en 1361, de diensten bedoeld in paragraaf 1, alsook diegenen die, vóór 1 januari 2017, hun dossier van aanvraag, verhuizing of uitbreiding hebben ingediend, en dit op een volledige wijze op basis van artikel 1365 of die vóór diezelfde datum een instemming van de Regering hebben gekregen.

§ 4. In afwijking van artikel 1369/77, worden onderworpen aan de normen inzake infrastructuur opgenomen in de artikelen 1360 en 1361, de diensten die vóór 23 maart 2017 een bouwvergunning hebben gekregen en die kunnen aantonen dat ze werken vóór die datum zijn begonnen. Deze afwijking geldt alleen maar als er geen onderbreking is van de werf, behalve in geval van overmacht, en is uitsluitend van toepassing op het gebouw en de werken waarvoor de vergunning is verleend.

Art. 1369/87. Op de datum van toepassing van deze Titel, wordt de dienst gemachtigd om gehandicapte personen ten laste te nemen overeenkomstig artikel 288 van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid en waarvan de juridische entiteit waarvan hij afhangt, voor een andere van zijn diensten geniet van een erkenning toegekend door het Agentschap voor een wijze van identieke tenlasteneming op basis van Boek 5, titels VII of XI, geacht erkend te zijn op basis van deze laatste bepalingen als deze diensten op minder dan dertig kilometer en dertig minuten afstand van elkaar liggen.”.

Art. 3. In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, titel VI wordt een § 2 bij artikel 467 toegevoegd, luidend als volgt:

“De reglementaire normen van toepassing op de diensten erkend door het Agentschap op basis van Boek 5, Titels VII, XI, XII of XIII, betreffen het geheel van de diensten die zij begeleiden met uitsluiting van de gehandicapte personen gefinancierd door het “AVIQ” of de gehandicapte personen gefinancierd door een buitenlandse overheid al dan niet gesubsidieerd door het “AVIQ”.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking dertig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

—
Bijlage 117/1

Referentiebeginselen van waaruit het Handvest bedoeld in artikel 1369/31 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid ontwikkeld moet worden.

A. De gehandicapte persoon

De gehandicapte persoon oefent zijn verantwoordelijkheden uit in de maatschappij, hij geniet dezelfde rechten en vervult dezelfde plichten als elke andere burger. Hij heeft de keuze over het beheersen van zijn bestaan, hij heeft het recht op het respect van zijn waardigheid als individu en op het uniek karakter van zijn leven.

Als kind heeft hij recht op opvoeding, een gezinsleven, vrije tijd.

Als volwassen moet hij zijn leven kunnen leiden volgens zijn ambities en zijn keuzes ongeacht hun evolutie in de loop van de tijd. Hij heeft het recht om zijn leefplaats te kiezen en ervan te veranderen.

De persoon heeft toegang tot de informatie over hemzelf en hij heeft de garantie dat de vertrouwelijkheid van de gegevens wordt gewaarborgd. Zelfs als hij afhankelijk is, moet de gehandicapte persoon zijn plaats in de samenleving kunnen behouden in contact met niet-gehandicapte mensen. Zijn gezin en zijn naasten moeten in zijn belang bij zijn leven betrokken zijn.

De gehandicapte persoon die onze diensten gebruikt moet in staat zijn een zo normaal mogelijk bestaan te blijven leiden en die dicht bij de gebruikelijke levensomstandigheden van zijn medeburgers ligt. Hij moet zijn persoonlijkheid in al zijn aspecten kunnen ontwikkelen en zich zo sociaal, emotioneel en spiritueel ontwikkelen en dit, gedurende het hele leven.

De verschillende actoren moeten ervoor zorgen dat de sociale rol van de gehandicapte persoon wordt erkend en in stand wordt gehouden door de contacten met de omgeving, de familie, de naasten te vergemakkelijken, door het aantal openingen en uitwisselingen te vermenigvuldigen, door de toegankelijkheid van externe diensten te bevorderen en door het aanbieden van stimulerende en aangepaste activiteiten.

B. De familie en de naasten

De familie en de naasten hebben recht op een evenwichtig gezins-, sociaal en beroepsleven. Ze hebben het recht om deel te nemen aan de opvoeding en de ontwikkeling van de persoonlijkheid en aan de sociale, emotionele en spirituele ontwikkeling van de gehandicapte persoon, en dit gedurende het hele leven.

Ze worden erkend in hun vaardigheden en ze worden niet onderworpen aan een beoordeling van hun waarden en levenswijze.

Ze hebben toegang tot de prestaties van de vereniging naargelang van hun behoeften en verzoeken binnen de grenzen van de opdrachten van de diensten.

C. De medewerkers

De medewerkers hebben het recht om hun beroep uit te oefenen met inachtneming van alle wetgevingen die het werk in ons land regelen. Zij hebben recht op de eerbiediging van hun bevoegdheden en op de ontwikkeling ervan.

D. De dienst

Stelt gevarieerde, gedifferentieerde prestaties voor, ter beschikking van de gehandicapte persoon en zijn familie, de vereniging biedt gegradueerde en aanpasbare antwoorden en die ze voortdurend aanpast aan de behoeften, wensen en verwachtingen van de gebruikers.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 117/2

Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 1369/10 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid.

Algemene beginselen

Het huishoudelijk reglement is van toepassing op het personeel van de dienst en op zijn gebruikers.

Voor de ondertekening van de opvangovereenkomst bedoeld in artikel 1369/36 wordt het huishoudelijk reglement overhandigd aan de persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval.

Het huishoudelijk reglement wordt bij de ondertekening van de arbeidsovereenkomst van elk personeelslid meegedeeld.

Elke wijziging van het huishoudelijk reglement wordt meegedeeld aan het personeel, aan de gebruikers of aan hun wettelijke vertegenwoordigers in voorkomend geval

Vermeldingen die op het huishoudelijk reglement moeten voorkomen

- de nauwkeurige identificatie (benaming, zetel, rechtsvorm) van de dienst en de vermelding van de erkenningsdatum;
- de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij verleent, met een beschrijving van de op te vangen of te huisvesten begunstigen;
- de omschrijving van de middelen die ter beschikking worden gesteld om de communicatie en de uitwisseling met de naasten te bevorderen (vb: skype, webcam, internet... enz,...);
- in voorkomend geval, de bijzondere opvangvoorwaarden, met name die i.v.m. de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gehandicapte persoon zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;
- de opzegvoorwaarden en omstandigheden voor elke ondertekenende partij, die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of het ontslag van de persoon van de dienst, de duur van de vooropzeg die niet kleiner dan drie maanden mag zijn behoudens akkoord van de wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval of behalve als er een ernstig gevaar bestaat voor de andere gebruikers van de dienst of leden van zijn personeel;
- de wijze waarop eventuele bezwaren, suggesties en opmerkingen moeten worden ingediend en behandeld met inachtneming van de normen opgesomd in de artikelen 1369/48, 1369/87 en 1369/88;
- de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die door de dienst zijn gesloten vóór elke opvang van een gehandicapte persoon. Deze verzekeringspolis moet minstens het volgende dekken:
- de wettelijke aansprakelijkheid van de dienst of die van de personen voor wie hij aansprakelijk is indien de begunstigde schade lijdt of veroorzaakt. De polis vermeldt dat de begunstigde de hoedanigheid van derde behoudt en, per schadegeval, alle schade dekt tot minimum 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade.
- elke schade veroorzaakt door een gehandicapte persoon die zijn civiele aansprakelijkheid niet in opspraak zou brengen of elke schade die hem tijdens de begeleiding zou zijn toegebracht.
- het bestaan van een opvangovereenkomst tussen de dienst en de persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval, tot bepaling van de wederzijdse rechten en verplichtingen van de partijen;
- De modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de Raad van gebruikers zoals bepaald in artikel 1369/46.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 117/3

Het dienstproject bedoeld in artikel 1369/32 van het Waals reglementair wetboek van Sociale actie en Gezondheid

1. Benaming en adres van het bestuursorgaan
2. Omschrijving van de door het "AWIPH" verleende erkenning
3. Geschiedenis, Opdracht, Visie en waarden

Het Dienstproject legt een samenvatting van de historische mijlpalen, de belangrijke ontwikkelingen van de instelling/dienst voor, in vergelijking met die van de doelgroepen, van de sociaal-economische omgeving en van de sociale belevingsvormen.

Er moet worden gezorgd voor samenhang tussen de door de inrichtende macht verdedigde waarden en de beginselen van bijstandsverlening van de structuur

- Geschiedenis
- Opdracht (maatschappelijk doel, doelstellingen van de vereniging, finaliteiten van de aangeboden dienst en behoeften waaraan voldaan moet worden.....)
- Visie (doelen op lange termijn...)
- Waarden waarop het werk gegrond is
- Doelbevolking
- Theoretische referenties van de dienst en methodologie inzake de tenlasteneming van personen met een handicap.

4. Huidige en toekomstige gebruikswijze van de hulpmiddelen

De hulpmiddelen worden bij voorkeur bestemd voor een strategische richtlijn met als doel de voorkoming van de mishandeling en de bevordering van een welzijns cultuur, met name met betrekking op de volgende aspecten die in aanmerking moeten worden genomen, ook als ze niet systematisch het voorwerp uitmaken van nieuwe actieplannen:

- De bescherming:
 - van het privé-leven
 - voor privacy
 - ...
- Inclusie
- Autonomie
- Zelfredzaamheid
- Communicatie
- Valorisatie van de maatschappelijke rollen: zelfbeeld, bijdrage tot de maatschappij...
- Het in aanmerking nemen van de specifieke aard van de persoon en van zijn omgeving
 - Handicap (dubbele diagnose, hersenletsel, autisme...)
 - Financiële onzekerheid (betrekking en woning bijvoorbeeld)
 - Vergrijzing en het levenseinde (na de ouders)
 - Relationeel en emotioneel leven (en seksueel)
 - Noodmomenten
 - Mobiliteit
 - ...
- Steun voor ouderschap
- Werk in netwerkverbanden en solidariteit van het sociale netwerk
- Prioritaire toegang tot algemene diensten (kinderkribben, school, betrekking, vrijwilligerswerk, vrijetijdsactiviteiten, gezondheidszorgverstrekkers...)
- Samenwerking en banden met het gezin

In het kader van de steun voor opvang- en verblijfplaatsen:

- Sanctiebeleid
- Contentie
- Kwaliteit van de maaltijden
- Comfort en veiligheid, tijdens de nacht inbegrepen

Deze aspecten moeten in overweging worden genomen via de volgende verschillende domeinen en volgens de door de beheerders gekozen methodologie:

4.1. Infrastructuur

Huidige situatie:

- Vestigingsplaats
- Type omgeving
- Structurering van de ruimte (leefeenheden, lokalen bestemd voor huisvesting, voor de activiteiten,...)
- Externe hulpmiddelen (Handels, diensten, sport- en cultuurcentra),
- Samenwerkingen met andere al niet gespecialiseerde diensten

Toekomstige situatie:

- Identificatie van de doelstellingen op korte en op lange termijn
- Verantwoording van de doelstellingen op het gebied van levenskwaliteit, kwaliteit van de dienstverlening en welzijn
- Priorisering van de doelstellingen en toepassing ervan in te verwezenlijken acties
- Vaststelling van de beschikbare hulpmiddelen en hulpbronnen en de behoeften van de dienst inzake middelen, steun van het Agentschap
- Vaststelling en opvolging van de evaluatie: indicatoren, termijnen, werkgroepen

4.2. Betrokkenheid van de persoon

Huidige situatie:

- Wijze van uitwerking en opvolging van persoonlijke projecten
- Partnerschap met het gezin
- Individuele dossiers

Toekomstige situatie:

- Identificatie van de doelstellingen op korte en op lange termijn
- Verantwoording van de doelstellingen op het gebied van levenskwaliteit, kwaliteit van de dienstverlening en welzijn
- Prioritering van de doelstellingen en toepassing ervan in te verwezenlijken acties
- Vaststelling van de beschikbare hulpmiddelen en hulpbronnen en de behoeften van de dienst inzake middelen, steun van het Agentschap
- Vaststelling en opvolging van de evaluatie: indicatoren, termijnen, werkgroepen

4.3. Opvangbeleid

Huidige situatie:

- Opnamen en heroriëntering
- Huishoudelijk reglement
- Opvangovereenkomst
- Beheer van de goederen
- Raad van gebruikers
- Behandeling van de bezwaren
- Beleid inzake de openingsuren van de dienst
-

Toekomstige situatie:

- Identificatie van de doelstellingen op korte en op lange termijn
- Verantwoording van de doelstellingen op het gebied van levenskwaliteit, kwaliteit van de dienstverlening en welzijn
- Prioritering van de doelstellingen en toepassing ervan in te verwezenlijken acties
- Vaststelling van de beschikbare hulpmiddelen en hulpbronnen en de behoeften van de dienst inzake middelen, steun van het Agentschap
- Vaststelling en opvolging van de evaluatie: indicatoren, termijnen, werkgroepen

4.4. Werking en organisatie

Huidige situatie:

- Structurering van de activiteiten:
- Procedures inzake coördinatie en overleg tussen werknemers, met de buitenwereld (partners), met de ouders, tussen bewoners.
-

Toekomstige situatie:

- Identificatie van de doelstellingen op korte en op lange termijn
- Verantwoording van de doelstellingen op het gebied van levenskwaliteit, kwaliteit van de dienstverlening en welzijn
- Prioritering van de doelstellingen en toepassing ervan in te verwezenlijken acties
- Vaststelling van de beschikbare hulpmiddelen en hulpbronnen en de behoeften van de dienst inzake middelen, steun van het Agentschap
- Vaststelling en opvolging van de evaluatie: indicatoren, termijnen, werkgroepen

4.5. Personeel

Huidige situatie:

- Functioneel en hiërarchisch organogram
- Tewerkstellingsvolume per functie
- Bepaling van de functies
- Wervingsbeleid: kwalificatieniveau, verscheidenheid van de hulpmiddelen (multidisciplinair), evenwicht mannen/vrouwen,...
- Vormingsbeleid (intern en extern): hoe wordt het opleidingsplan opgesteld, wat is de bijdrage van de instelling in de vormingskosten, op wie wordt een beroep gedaan
- Dienstroosters: logica inzake de structurering van de dienstroosters

Toekomstige situatie:

- Identificatie van de doelstellingen op korte en op lange termijn
- Verantwoording van de doelstellingen op het gebied van levenskwaliteit, kwaliteit van de dienstverlening en welzijn
- Prioritering van de doelstellingen en toepassing ervan in te verwezenlijken acties
- Vaststelling van de beschikbare hulpmiddelen en hulpbronnen en de behoeften van de dienst inzake middelen, steun van het Agentschap
- Vaststelling en opvolging van de evaluatie: indicatoren, termijnen, werkgroepen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

—
Bijlage 117/4

Te vermelden in het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 1369/35 van het Waals reglementair wetboek van Sociale actie en Gezondheid.

1. Gegevens van de dienst

Dienstnummer:

Naam van de dienst:

Adres van de dienst:

Directeur:

Contactnummer:

2. Inleiding

Maatschappelijk doel:

Kort overzicht, visie en waarden

Opdrachten uitgevoerd door de dienst

3. Personeel

Aantal personen die in de dienst tewerkgesteld zijn

Functiecategorieën, Niveau van onderwijs, type contract en het statuut van de werknemer

4. Gevolgde opleidingen

Thema's

Aantal

Begunstigden

5. Kenmerken van de begunstigden

Geografisch interventiegebied

Soorten stoornissen

Aangeboden diensten

Samenwerking - netwerk

6. Bijzondere ervaringen

In deze rubriek, kunt U uw bijzondere ervaringen van dit jaar vermelden of de eventuele projecten waarop U de aandacht wil vestigen.

7. Onderzoeken

Het gaat om de eventuele onderzoeken in samenwerking met universiteiten of andere instanties uit te leggen, waarmee uw dienst in de loop van het jaar heeft samengewerkt.

8. Stand van vordering van de vastgestelde doelstellingen voor het afgelopen jaar

Het gaat om de vaststelling van de band met de tijdschema's van het strategisch plan bedoeld in bijlage 117/3.

9. Denkpistes, voorstellen

Hier kunt U uw commentaren of voorstellen schrijven in verband met de toekomst van uw dienst, met de sector in het algemeen en/of met dit model van activiteitenrapport in het bijzonder.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 117/5

Te vermelden in de opvangovereenkomst bedoeld in artikel 1369/36 van het Waals reglementair wetboek van Sociale actie en Gezondheid.

- de identiteit van de partijen met vermelding van de woonplaats, de nationaliteit en de geboortedatum van de persoon;
- de nauwkeurige identificatie van de dienst met zijn benaming, het adres van de maatschappelijke zetel, de rechtsvorm en de naam van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- het feit dat het huishoudelijk reglement noodzakelijk deel uitmaakt van de opvangovereenkomst
- de algemene doelstellingen nagestreefd door de dienst en het geheel van de door hem verleende diensten, met een globale beschrijving van de te begeleiden, op te vangen of te huisvesten gebruikers;
- in voorkomend geval, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers zoals leeftijd, bijkomende handicaps of de uitsluiting hiervan;
- de wederzijdse rechten en verplichtingen van de persoon of van zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en van de dienst;
- de behoeften geuit door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en zijn verwanten;
- de dagen en de uren waarop de dienst open is;
- het aanbod aan dienstverstrekingen dat het best inspeelt op de behoeften geuit door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval en zijn verwanten; het aanbod wordt volledig ingesteld op de verschillende aspecten van het leven van de persoon, met name inzake voeding, gezondheidszorg, hygiëne, opvolging en begeleiding;
- een uitdrukkelijke melding waarin de persoon en/of zijn gezin zullen worden uitgenodigd om deel te nemen aan het gepersonaliseerd project en de evaluaties ervan;
- de modaliteiten inzake de samenwerking en de communicatie met de gezinnen, in het bijzonder in het kader van het gepersonaliseerd project;
- het bedrag van de eventuele financiële bijdrage;
- de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de manier waarop de betaling wordt geregeld;
- de modaliteiten voor de bescherming van de persoon wat betreft het in bewaring geven van de goederen, garanties en waarden die aan de directie worden toevertrouwd, alsook de modaliteiten voor het eventuele beheer ervan;
- de geldigheidsduur van de overeenkomst en de modaliteiten voor de verbreking van de overeenkomst ter aanvulling van die bepaald in het huishoudelijk reglement;
- de procedure voor het interne beheer van klachten alsook de naam van de aangewezen referentieambtenaar tevredenheid overeenkomstig artikel 1369/48 alsook het adres van het Agentschap waaraan de persoon, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan richten.
- het beginsel van de eerbied voor de vrije keuze door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval van de huisarts;
- de modaliteiten betreffende de toegang tot de dienst door het gezin, de vrienden en naasten wier aanwezigheid wordt gevraagd door de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval;
- het respect van het privéleven van de persoon garanderen, alsook van zijn ideologische, filosofische en religieuze overtuigingen, en van het goed zedelijk gedrag;
- de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger in voorkomend geval het recht garanderen om uitvoerig ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang en zijn verblijf.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 117/6

Begripsomschrijving van de functies en kwalificaties van het begeleidingspersoneel bedoeld in artikel 1369/63 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Opvoeders klasse 3:

- einddiploma of -getuigschrift van het lager of hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindbrevet of getuigschrift (met vrucht beëindigd) van het hoger secundair beroepsonderwijs;
- diploma of getuigschrift van kinderverzorgster (D3P);
- diploma of getuigschrift van gezins- en sanitaire help(st)er (D3P);
- diploma of getuigschrift van jeugdwerk(st)er (D3P);
- diploma of getuigschrift van bejaardenhelp(st)er;
- diploma of getuigschrift van polyvalente hulpwerk(st)er van de thuis- en gemeenschapsdiensten dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire help(st)er van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Opvoeders klasse 2:

Uitsluitend de opvoeders van klasse II die reeds in een erkende instelling op 1 januari 1976 in dienst waren en houders van één van de volgende titels:

- diploma of getuigschrift van een school of van een technische hogere secundaire cursus met pedagogische, psychologische of sociale richting;
- brevet van verpleger(ster) of van kinderverzorgster voorzover deze voor kinderen van 0 tot 6 zorgen;
- diploma, getuigschrift of gelijkwaardige titel van minstens het gewoon basisonderwijs voorzover de houders ervan voor kinderen van 3 tot 6 jaar zorgen;
- diploma van het gewoon kleuteronderwijs.

Opvoeders klasse 2A:

1) De houders van één van de volgende diploma's of getuigschriften:

- kinderopvoeding (D3TQ);
- toegepaste sociale wetenschappen (D3TQ);
- sociale technieken (D3TQ);
- lichamelijke opvoeding en sociaal-culturele animatie (D3TQ);
- aspirant(e) nursing (D3TQ);
- assistent(e) in geriatrie (D3TQ);
- opvoedingsagent (D3TQ);
- animator (D3TQ);
- maatschappelijk agent (D3TQ);
- maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR);
- getuigschrift van het slagen voor het 7e beroepsjaar (D37P) als kinderverzorg(st)er, gezins- en sanitaire help(st)er, assistent(e) in geriatrie;
- eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs met pedagogische, sociale of paramedische richting, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

2) De houders van één van de volgende brevetten:

- kinderverzorgster (D3P) voorzover ze uitsluitend voor kinderen van 0 tot 6 jaar zorgen;
- verpleegster.

Gespecialiseerde opvoeders (klasse 1):

De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische richting, met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist en van het diploma of getuigschrift van pedagogische bekwaamheid.

Psycho-medisch-sociale werkers:

- 1) maatschappelijk assistenten, hulpwerkers en adviseurs;
- 2) ergotherapeuten, kinesitherapeuten, logopedisten;
- 3) wederopvoeders in de psychomotoriek;
- 4) gegradueerde sociale verplegers;
- 5) assistenten in de psychologie;
- 6) Licentiaten psychologie, psychopedagogie, pedagogie, kinesitherapie of logopedie.

Het geheel van de diploma's die op basis van deze bijlage vereist zijn, kunnen gelijkwaardige diploma's zijn die in een andere lidstaat van de Europese Unie uitgereikt zijn.

Gezien, 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

—
Bijlage 117/7

Begripsomschrijving van de functies en kwalificaties van het niet-educatieve personeel bedoeld in artikel 1369/68 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Klerk

De houders van één van de volgende titels:

- eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar in een afdeling « Travaux de bureau » (kantoorwerk), uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling.

Klerk-stenotypist

- De houders van een vereiste titel voor de functie van klerk en een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.

Opsteller

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de opleiding aan de normale eisen van de functie beantwoordt.

Econoom

- De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding opsteller.

Boekhouder klasse II

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder klasse I De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met economische richting waarvan de kwalificatie aan de normale eisen van de functie beantwoordt.

- De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Arbeiderspersoneel categorie I

- Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie II

- Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voorzover de dienst een gekwalificeerde arbeider telt.

Arbeiderspersoneel categorie III

- Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Arbeiderspersoneel categorie IV

- Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter van sanitaire installaties, meubelmaker, schrijnwerker, elektriciens, kok.

Arbeiderspersoneel categorie V

- Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.
- Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticarichting
- De houders van het diploma dat die titel verleent.
- Kopiist (braille) 2e klasse
- De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang geeft tot de functie van klerk.
- Kopiist (braille) 1ste klasse
- De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.
- Huisarts
- De houders van het diploma van dokter in de geneeskunde, chirurgie en bevalling.
- Geneesheer-specialist
- De houders van een kwalificatietitel vereist voor de uitoefening van de functie van huisarts alsook een specificatietitel vereist op grond van het advies uitgebracht door de Erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten.
- Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticarichting
- De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Het geheel van de diploma's die op basis van deze bijlage vereist zijn, kunnen gelijkwaardige diploma's zijn die in een andere lidstaat van de Europese Unie uitgereikt zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 117/8

Architecturale normen bedoeld in artikel 1369/78 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

I. Algemene maatregelen inzake preventie, veiligheid en gezondheid

1. Alle voorzorgsmaatregelen worden genomen om brand te voorkomen en te bestrijden en om bewoners te beschermen.
2. Open vuur zowel als gas- en stofuitsoot zijn verboden.
3. Aanvullende verwarmingssystemen zijn verboden.
4. De buitenmantel en de dragende structuur vertonen geen tekenen van defecten en worden regelmatig onderhouden.
5. Met uitzondering van de technische waterpunten, wordt de temperatuur van het sanitair water gereguleerd tegen elk risico van hyperthermie of hypothermie en beperkt te allen tijde tot maximaal 40 °C op het aftappunt. Het water moet er drinkbaar zijn.

6. Een legionellabestrijdingssysteem wordt op het sanitaire netwerk geïnstalleerd en heeft geen invloed op de temperatuur van het water op de verschillende aftappunten.

7. Gevaarlijke producten moeten afgesloten zijn.

8. Alle raamkozijnen hebben bij het openen een vergrendelfunctie.

9. In elke ruimte die door de bewoners wordt gebruikt, biedt minstens één raamkozijn de mogelijkheid voor de bewoner om in volledige autonomie toegang te krijgen tot de kiepfunctie, zonder de vergrendelfunctie bij het openen te verwijderen.

10. Leuningen zijn verplicht voor alle overlopen van verdiepingen uitgerust met een openingsysteem waarvan de borstwering zich op minder dan 80 centimeter van de vloer bevindt of voor elke toegankelijke vloeroppervlakte dat zich op meer dan 80 centimeter van de grond bevindt. Ze zijn breed opengewerkt of van glas voorzien tot minimaal 90 centimeter van de grond.

11. Alle nieuwe glaswerken worden overeenkomstig de laatste geldende norm geselecteerd.

12. Deuren en glazen wanden worden tussen 85-100 cm en 140-160 cm van de grond visueel gemarkeerd.

13. Garagekantelpoorten zijn verboden.

14. De deur van het toilet kan niet naar binnen geopend worden.

15. In de activiteitsruimten, de verblijfsruimten, de sanitaire ruimten en de circulatiezones die naar deze ruimten leiden, mag tussen 6.00 en 22.00 uur een minimale temperatuur van 22°C bereikt worden. Deze temperatuur kan nooit onder 18°C beperkt blijven, behalve in de activiteitsruimten tussen 18.00 en 8 uur.

16. In het geval van een hittegolf moet een woonruimte een maximale temperatuur van 27 °C en een gepaste inrichting hebben om de bewoners te kunnen opvangen.

17. Elke binnen- of buitentrap die door bewoners wordt gebruikt, inclusief noodtrap, heeft een maximale optrede van 19 centimeter met een minimale traptredebreedte van 26 centimeter, ofwel hoogstens 36°.

18. Alle ruimten moeten worden geventileerd en de meest recente normen terzake moeten nageleefd worden.

19. Passieve luchtinlaten zijn voorzien in alle woon-, verblijf- en activiteitsruimten.

20. De ventilatie van de sanitaire ruimten en toiletten wordt minstens via een mechanische ventilatie uitgevoerd.

21. Vloeren, wanden en deuren van sanitaire ruimten zijn bestand tegen verrotting en zijn wasbaar tot minimaal 200 cm van de vloer.

22. De vloerbedekking van de sanitaire ruimten is slipvrij.

23. Alle lokalen worden minstens één keer per week met water en zeep gereinigd.

24. Sanitair warm water is voldoende om het wassen van alle bewoners te garanderen.

25. De omgeving, gebouwen en lokalen zijn permanent schoon. Ze worden regelmatig onderhouden en beschermd tegen vocht en/of watersijpelingen. Insecten, plaagorganismen, schimmels of alle andere parasieten worden zowel binnen als buiten de dienst bestreden.

26. Alle specifieke voorzorgsmaatregelen worden genomen om de veiligheid van de bewoners te waarborgen, afhankelijk van de configuratie van de privaatieve omgeving van de dienst.

27. Verlichtingsinrichtingen moeten aan de volgende voorschriften voldoen:

a) De paden naar de hoofdingangen van de gebouwen zijn met permanente verlichting of met verlichting per detectie uitgerust. De verlichting moet te allen tijde tenminste 50 tot 100 lux bedragen, versterkt tot 300 lux waar treden en trappen staan.

b) De sanitaire ruimten zijn met niet-reflecterende, niet-verblindende, permanente en gelijkmatige verlichting van minstens 500 lux uitgerust.

c) De circulatiezones en technische lokalen zijn met niet-reflecterende, niet-verblindende, permanente en gelijkmatige verlichting van minstens 200 lux uitgerust. Een versterking tot 300 lux is voorzien op de plekken waar treden en trappen staan. De verlichting is permanent of 's nachts met automatische detectie uitgerust in de horizontale en verticale circulatiezones gebruikt door de bewoners.

d) Werkruimten zijn met niet-reflecterende, niet-verblindende, permanente en gelijkmatige verlichting van minstens 500 lux uitgerust. Een versterking tot 1500 lux wordt voor de ruimten bestemd voor precisiebewerking gegarandeerd.

e) Als het een risico voor de bewoners vormt, is vloerverlichting zowel buiten als binnen verboden.

28. Parkeerterreinen en garages voldoen aan volgende technische kenmerken:

- Signaalborden worden gebruikt.

- De zone voor het inladen van de gebruikers is beschermd tegen de regen en afgeschermd van het verkeer.

29. Het algemene rioleringsnetwerk is adequaat, in goede staat en wordt regelmatig onderhouden.

30. Tenminste een eigen terras of binnenplaats of, bij gebreke daarvan, een openbaar groengebied is toegankelijk in alle veiligheid en autonomie. Die is afgeschermd van het verkeer en is gezellig ingericht. Een schaduwzone is er voorzien.

II. Specifieke normen wat lokalen betreft

De opvang- en/of huisvestingsdiensten beschikken tenminste over woon-, rust- en activiteitsruimten wat huisvesting betreft, over technische en professionele lokalen en bieden therapie en verzorging aan.

1. Activiteitsruimten

De opvang- en/of huisvestingsdiensten beschikken tenminste over afzonderlijke activiteitsruimten die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1.1.1. De vloeroppervlakte van de activiteitsruimten bedraagt minimaal 6 m² per gebruiker. « Activiteitsruimten » moet stricto sensu verstaan worden (met uitzondering van gangen, sanitaire installaties, woon-, therapie- en verzorgingsruimten, technische en professionele lokalen).

1.1.2. Minstens één toilet per tien bewoners, een douche- of badkamer alsook een rustruimte bevinden zich in de directe nabijheid van de activiteitenruimten.

1.1.3. In elke activiteitenruimte is natuurlijke verlichting verplicht. De totale oppervlakte van de glazen wanden in deze lokalen bedraagt minimaal 1/6 van de vloeroppervlakte van het lokaal.

2. Woonruimten

2.1. Woonruimten zijn ruimten bestemd voor periodes waarin geen activiteit plaatsvindt. Per wooneenheid bestaan ze uit tenminste een kleine keuken, een woonkamer, een eetkamer, een badkamer aangepast aan de behoeften van de gebruikers en een toilet die voor mensen met beperkte mobiliteit aanpasbaar is.

2.2. De vloeroppervlakte van de eetkamer en de woonkamer bedraagt minimaal 6 m² per gebruiker.

2.3. De kleine keukens van de wooneenheden bestaan tenminste uit een koelkast, een magnetronoven, een werkplan, een gootsteen en een dampkap die met de buitenkant van het gebouw aangesloten is als een kookplaat geïnstalleerd is.

2.4. Natuurlijke verlichting is in de woonkamer en eetkamer verplicht. De globale oppervlakte van de glazen wanden van een lokaal bedraagt minimaal 1/6 van de vloeroppervlakte van het lokaal. De ramen laten een normaal uitzicht op de buitenomgeving vanuit een zitpositie toe.

3. Rustruimten

3.1. De vloeroppervlakte van de slaapkamers bedraagt minimaal:

- 6 m² per gebruiker jonger dan 3 jaar.
- 9 m² per gebruiker van 3 tot 8 jaar.
- 12 m² per gebruiker ouder dan 8 jaar.

3.2. De slaapkamers voldoen aan de volgende kenmerken:

3.3. Een wastafel wordt ter beschikking gesteld van de bewoner, tenzij de onverenigbaarheid ervan door zijn/haar handicap aangetoond kan worden. In dit geval wordt er tenminste voor de toevoer en afvoer van warm en koud water voorzien, achteraan een kamerwand.

3.4. De kamer is van vloer tot plafond afgeschermd.

3.5. Er wordt voor voldoende geluidsisolatie gezorgd.

3.6. Stapelbedden zijn verboden.

3.7. Het bed is aan de maat van de persoon aangepast.

3.8. De raamopeningen worden verduisterd ongeacht de handicap van de bewoner.

3.9. Een deurplaat is voorzien om het privaat karakter van de slaapkamer te materialiseren.

3.10. Natuurlijke verlichting is in slaapkamers verplicht. De globale oppervlakte van de glazen wanden van een lokaal bedraagt minimaal 1/10 van de vloeroppervlakte van het lokaal.

3.11. De ramen van de slaapkamers laten een normaal uitzicht op de buitenomgeving vanuit een zitpositie toe, zonder risico op eventuele ongevallen.

4. Therapie- en verzorgingsruimten

Ze bestaan minimaal uit:

- Een multifunctionele paramedische consultatieruimte die de privacy en vertrouwelijkheid van gesprekken waarborgt

- Een wastafel is voorzien per therapie- en verzorgingsruimte

5. Technische en professionele lokalen

Ze bestaan minimaal uit:

- Een gemeenschappelijke keuken

- Een kleedkamer voor mannen en vrouwen

- Een toilet voor mannen en vrouwen voor bezoekers en personeel

- Een ruimte bestemd voor de administratieve taken van het begeleidingspersoneel en, in voorkomend geval, voor zijn rusttijden

6. Algemene technische afmetingen

De oppervlakten van bovengenoemde activiteiten-, woon- en rustruimten worden netto berekend, exclusief wanden en scheidingswanden. Onder dak worden deze oppervlakten berekend op 75 % tussen 180 en 200 cm boven de grond, op 50 % tussen 100 en 180 cm boven de grond en op 0 % onder de 100 cm boven de grond.

III. Maatregelen voor de vermenselijking van de woonomgeving

1. De maximale opvang- en/of huisvestingscapaciteiten van de bewoners worden in functie van de vestiging van de sites bepaald:

- Wanneer een site uit één enkel gebouw bestaat, is de maximale capaciteit ervan beperkt tot 40 personen.

- Wanneer een site uit meerdere gebouwen bestaat, worden op deze site maximaal 80 personen opgevangen en/of gehuisvest en bij elk gebouw dat er deel van uitmaakt wordt er maximaal 20 personen opgevangen en/of gehuisvest.

- Wanneer een site van een groter stedenbouwkundig project deel uitmaakt, worden er maximaal 100 mensen met een handicap opgevangen en/of gehuisvest en bij elk gebouw dat er deel van uitmaakt worden er maximaal 20 personen opgevangen en/of gehuisvest.

- Het project moet de menging tussen mensen met een handicap en mensen zonder handicap bevorderen, tenminste wat huisvesting betreft. Mensen zonder handicap vertegenwoordigen minstens 20 % van de totale bevolking van dit stedenbouwkundig project.

2. Kenmerken van stedelijke en landelijke sites

- In een stedelijke zone, namelijk in een agglomeratie, mogen de sites niet aangrenzend zijn. Ze worden gescheiden door woningen, zones bestemd voor gemeenschapsvoorzieningen, bedrijfsactiviteiten, overheidsdiensten of recreatiegebieden.

- In landelijk gebied liggen de locaties tenminste 300 meter uit elkaar.

3. Wooneenheid

- De wooneenheid bestaat uit maximaal 10 personen. Ze bestaat uit slaapkamers die in de buurt van een gemeenschappelijke woonruimte liggen. Die woonkamer zelf bestaat uit een woonkamer, een eetkamer, een apart toilet, een badkamer met minimaal een toilet en een kleine keuken.

4. De slaapkamers
 - De slaapkamers zijn individueel.
 - Op basis van het levensproject van de bewoners is de tweepersoonskamer toegestaan.
 - De vrijgelaten slaapkamer moet dan ter beschikking van het echtpaar of duo blijven.
 - Het aantal slaapkamers moet altijd tenminste gelijk blijven aan het aantal gerechtigden.
 5. Activiteitsruimten
 - Idealiter zijn de activiteitsruimten op een andere locatie gelegen
 - Als ze op dezelfde locatie liggen, bevinden ze zich in een ander gebouw dan dat waarin de wooneenheden liggen
 - Indien ze zich in hetzelfde gebouw bevinden, moeten deze ruimten duidelijk van de wooneenheden onderscheiden worden.
 6. Gemengde opvang van meerderjarige en minderjarige bewoners
 - Meerderjarige en minderjarige bewoners worden op locaties, gebouwen of gedeelten van gebouwen opgevangen en/of gehuisvest, die fysiek gescheiden en duidelijk geïdentificeerd zijn.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 betreffende de erkenningsvoorwaarden van residentiële diensten, dagopvangdiensten en diensten voor ondersteuning in hun leefomgeving voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid.

Namen, 31 mei 2018.

Voor de Regering:
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/40215]

11 JULI 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de co-existentie van genetisch gemodificeerde teelten met gangbare en biologische teelten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de co-existentie van genetisch gemodificeerde teelten met gangbare en biologische teelten, de artikelen 6, 9, §§ 4, 8 en 9, en 10 ;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 14 april 2014;

Gelet op het overleg tussen de gewesten en de federale overheid op 24 april 2014, waarvan het verslag is goedgekeurd op 13 mei 2014;

Gelet op het advies nr. 56.418/3 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2014 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor het Landbouwbeleid;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De inspecteurs van de Directie Economische Inspectie bij het Bestuur Economie en Werkgelegenheid van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal van dit ministerie met name aangesteld worden voor de uitvoering van inspectieopdrachten en te dien einde beëdigd zijn, zijn de ambtenaren als bedoeld in artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de co-existentie van genetisch gemodificeerde teelten met gangbare en biologische teelten, hierna te noemen "de ordonnantie".

Deze ambtenaren zijn voorzien van een legitimatiekaart, overeenkomstig het model opgenomen in bijlage.eb

Art. 2. § 1. De directeur-generaal van het Bestuur Economie en Werkgelegenheid van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is de ambtenaar als bedoeld in artikel 9, § 4 van de ordonnantie die belast wordt met het opleggen van de administratieve geldboeten als bedoeld in hetzelfde artikel van de ordonnantie.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/40215]

11 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et biologiques

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et biologiques, les articles 6, 9, quatrième, huitième et neuvième paragraphes, et 10 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale donné le 14 avril 2014 ;

Vu la concertation entre les régions et les autorités fédérales du 24 avril 2014, dont le rapport a été approuvé le 13 mai 2014 ;

Vu l'avis n° 56.418/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre en charge de la Politique Agricole ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les agents visés à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et biologiques, ci-après dénommée « l'ordonnance », sont les inspecteurs de la Direction de l'Inspection économique de l'Administration de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, nommément affectés par le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint de ce ministère à l'exercice de fonctions d'inspection, et dûment assermentés à cette fin.

Ces fonctionnaires sont munis d'une carte de légitimation dont le modèle figure en annexe.

Art. 2. § 1^{er}. Le fonctionnaire visé à l'article 9 quatrième paragraphe de l'ordonnance chargé de l'application des amendes administratives visées au même article de l'ordonnance est le directeur général de l'Administration de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.